



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-04-16 / 2018-04-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 avril.

La plénière à l'Assemblée nationale interrompue dans la confusion. La plénière du lundi 15 avril à l'Assemblée nationale s'est interrompue dans l'agitation. Majorité et opposition ne se mettent toujours pas d'accord sur la procédure et la répartition des sièges lors de l'élection du bureau définitif de cette chambre. Tout a commencé avec l'annonce à la plénière du président de l'Assemblée nationale, Pierre Maloka, de constituer une mission de vérification des identités des élus des provinces du Nord-Kivu et du Maï-Ndombe. Après cette communication, les députés du Front commun pour le Congo (FCC) ont sollicité une motion. Rejetant cette demande, Pierre Maloka a donc accordé la parole au secrétaire rapporteur pour annoncer le calendrier électoral du bureau définitif. Ce qui a suscité une forte désapprobation du FCC. « Pour empêcher la validation des mandats des députés de Beni et de Butembo, certains députés de la majorité se sont permis d'aller agresser physiquement le rapporteur de l'Assemblée », a accusé le député de l'opposition Christian Mwando.

Meurtre des experts de l'ONU: Ilunga Lumu révèle la présence de l'un de ses co-prévenus sur la scène du crime. Le prévenu Ilunga Lumu soutient que l'un de ses co-prévenus, Ngalamulume Ngandu est visible sur la vidéo du crime de l'assassinat des experts de l'ONU. « Nous tous, nous étions avec le chef Mukanda », déclare-t-il, lors de l'audience de lundi 15 avril, au procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU au Kasai. Le ministère public soutient également que Ngalamulume Ngandu était sur lieu d'exécution. Ce que l'incriminé nie catégoriquement. De son côté, Jean Bosco Mukanda déclare également ne pas avoir reconnu Ngalamulume Ngandu dans la vidéo de l'exécution des experts.

David Gressly : « Nous sommes déterminés à trouver une solution définitive à la menace des ADF ». « Il y a un souhait conjoint pour qu'on trouve une solution définitive à cette menace des ADF. Nous sommes déterminés. Le gouvernement est aussi déterminé », a affirmé le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, chargé des opérations, David Gressly lundi 15 avril à Goma. C'était à l'issue de l'entretien qu'il a eu avec le Président Félix-Antoine Tshisekedi à Goma. Félix-Antoine Tshisekedi a demandé à la Monusco de s'impliquer davantage dans la restauration et le maintien de la paix dans le Nord-Kivu. Le numéro 2 de la Monusco a aussi fait remarquer qu'il est important de mettre fin à tous les conflits qui sévissent principalement dans la partie orientale de la RDC.

Félix Tshisekedi aux opérateurs économiques : « J'espère créer quelques milliardaires congolais à la fin de mon mandat ». « Nous allons ensemble, dans ce partenariat vers la promotion des industries congolaises. En fait, j'ai un rêve secret que j'ai toujours gardé mais là je vais partager avec vous. J'espère en tout cas à la fin de mon mandat, créer au moins quelques milliardaires congolais qui vont faire le bonheur de ce pays par rapport à l'emploi et autres », a affirmé Félix-Antoine Tshisekedi, lors de son adresse avec les opérateurs économiques du Nord-Kivu. Il a assuré à ces opérateurs qu'ils avaient « au moins un allié solide » qui va les accompagner, et leur faciliter toutes les démarches afin d'éclorer l'entrepreneuriat congolais. Le président de la FEC du Nord-Kivu a fait part des difficultés que les opérateurs rencontrent

dans cette partie de la RDC : l'insécurité, le manque de routes de dessertes agricoles et l'énergie qui sont des éléments essentiels au développement industriel.

Est de la RDC : Félix Tshisekedi tient à la paix « pour se sentir président », selon Julien Paluku. Le Président de la République a clairement indiqué qu'il ne se sentira Président de la République que lorsqu'il y aura la paix dans l'Est de la RDC. « Nous avons reçu en engagement ferme du Président de la République (...) », a affirmé Julien Paluku, élu du Nord-Kivu. Selon Julien Paluku, les députés du Nord-Kivu ont aussi parlé avec le président Tshisekedi de la question de la maladie à virus Ebola qui sévit dans la partie de Beni et Butembo. Julien Paluku rapporte que dans leur échange, le président de la République s'est dit parfois scandalisé lorsqu'il apprend que certains d'entre les ressortissants de la province s'érige en obstacle dans la riposte contre la maladie à virus Ebola.

Sud-Kivu : 3 morts et 33 rescapés dans le naufrage d'un bateau sur le lac Kivu. « La pirogue avait à son bord plus de 150 personnes. Sur place où nous sommes à Kasunyu, on a retrouvé 33 rescapés et 3 corps sans vie. Nous demandons aux services de sécurité lacustre dont la police lacustre, la Direction générale des migrations (DGM), la force navale de bien surveiller les mouvements du lac pour éviter les surcharges de boat. Ce qui est à la base de ce drame, c'est d'abord le mauvais chargement, ensuite, il y a eu de vents violents », explique Delphin Birimbi de la société civile Mbinga. Les recherches se poursuivent pour retrouver les disparus, tous habitants du groupement de Mbinga Nord en territoire de Kalehe. Des sources locales à Kalehe, indiquent être sans nouvelles d'un autre boat trois fois plus grand que le premier, parti, lui aussi de Kituku à Goma en direction d'Idjwi et qui a connu le même sort.

Ituri : les Fardc accusées d'exactions contre les civils dans le territoire de Djugu. Certains chefs coutumiers du secteur de Walendu Pitsi et de Walendu Tasti accusent des militaires congolais de commettre plusieurs exactions contre les civils. Ces autorités coutumières dont les allégations sont appuyées par la société civile de ces entités, évoquent des cas d'incendies des cases des paysans, des pillages de leurs biens ainsi que des arrestations arbitraires. Les chefs coutumiers citent par exemple les villages Kedza et Ndalo dans le groupement Linga où plusieurs cases ont été brûlées par les Fardc suivi des pillages des biens. Ce qui fait que ces entités sont presque vidées de leurs habitants, affirme Dieudonné Kpanza, infirmier dans la zone.

Nord-Kivu : Félix Tshisekedi est arrivé à Beni. Sur place, il va à la rencontre d'une population qui fait face à l'insécurité et des tueries perpétrées par les rebelles ougandais des ADF et à la maladie à virus Ebola qui sévit depuis le mois d'août dernier.

Lubumbashi : Félix Tshisekedi appelé à s'impliquer pour le retour d'exilés politiques. Trois ONG de défense des droits de l'homme de Lubumbashi dans le Haut-Katanga ont appelé mardi 16 avril le président de la République à s'impliquer personnellement pour faciliter le retour d'exilés politiques. « Vous constatez qu'il y a des exilés politiques, comme Mbusa Nyamwisi, Moise Katumbi et d'autres, qui ne peuvent pas rentrer actuellement au pays, parce que sur le plan de leur retour, il y a encore des mesures qu'il faudrait prendre », a précisé Me Thimothé Mbuya, président de l'ASBL Justicia. Ce dernier faisait allusion à l'accord de la Saint Sylvestre, qui évoquait la libération de prisonniers emblématiques et la description de la situation politique.

Tshisekedi va relever « les militaires qui ont trop duré » à Beni. Le président de la République Felix-Antoine Tshisekedi s'est adressé mardi 16 avril à une foule nombreuse devant la mairie de Beni (Nord-Kivu), avant de visiter le centre de traitement Ebola et la maternité de l'hôpital général de Beni. Sur place, il s'est adressé à la population locale en lingala. Il a promis de mettre fin à l'activisme des rebelles des ADF, en relevant les troupes des Fardc qui, selon lui, ont trop duré dans cette partie. Il a par ailleurs lancé un appel patriotique aux citoyens congolais qui sont dans les groupes armés de se rendre ; sinon, a-t-il averti, une action patriotique sera menée contre ceux-là qui ne voudront pas déposer les armes. Il y aura tolérance zéro pour les politiciens et officiers de l'armée qui entretiendraient ces milices, a affirmé Félix-Antoine Tshisekedi. Au chapitre de l'épidémie d'Ebola qui sévit dans la région, le chef de l'Etat a demandé à la population de collaborer avec les équipes de la riposte et d'observer les règles d'hygiène ; pour que cette maladie soit éradiquée dans trois mois.

Jean-Claude Mvuemba demande à Tshisekedi « de s'émanciper du FCC ». Le président du parti MPCR, Jean-Claude Mvuemba, demande au chef de l'Etat de s'émanciper du Front commun pour le Congo (FCC), au nom de l'intérêt général de la RDC. Selon Jean-Claude Mvuemba, la majorité numérique dont dispose le FCC dans les assemblées délibérantes et gouvernorats ne doit pas ébranler Félix Tshisekedi, dont la stature de président de la République est constitutionnelle. En clair, il demande à Félix Tshisekedi « de s'émanciper de cette eau combien engloutissant, pour qu'il puisse recourir à une gouvernance paisible de l'alternance.

Mercredi 17 avril.

L'UE affecte 225 000 Euros à la lutte anti-rougeole. L'Union européenne (UE) annonce avoir débloqué deux cent vingt-cinq mille Euros d'aide humanitaire pour lutter contre l'épidémie de rougeole, déclarée dans la province du Kasai. Son commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, indique que cette aide bénéficiera directement à plus de 45 000 enfants de moins de cinq ans, qui courent un risque élevé de contracter la rougeole. Par l'intermédiaire de son partenaire ALIMA, l'Union européenne aidera les enfants concernés à bénéficier d'un traitement et d'un accès aux médicaments et aux soins de santé. L'organisation estime que seuls 52% d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole. En 2019, le nombre de personnes ayant contracté la maladie a fortement augmenté, avec plus de 35 000 cas signalés à mi-mars, dont plus de 700 décès. La rougeole a aussi affecté la province du Kasai qui avait jusqu'alors été épargnée par cette épidémie qui sévit actuellement dans 23 des 26 provinces de la RDC.

Assemblée nationale: l'adoption du calendrier électoral pour le bureau définitif programmée ce mercredi 17 avril. Cette adoption du calendrier devra se faire au cours de la séance plénière convoquée par le bureau provisoire. A l'issue de la conférence des présidents tenue la veille, le bureau programme aussi à l'ordre du jour la validation des mandats des élus de Béni, Butembo et Yumbi. Après l'adoption du calendrier électoral, la prochaine étape sera les dépôts de candidatures et la campagne électorale.

Assemblée nationale : les députés Nzekuye et Mundele du FCC doivent être sanctionnés (opposition). Les députés nationaux de l'opposition exigent des sanctions à l'encontre de leurs collègues de la Majorité, François Nzekuye et Charles Mundele. Il leur est reproché d'avoir brutalisé le secrétaire rapporteur de l'Assemblée nationale, lors de la plénière de lundi dernier. Ils l'ont exprimé à travers une déclaration politique publiée mardi 16 avril. « Tout le monde a été troublé par l'attitude de certains collègues qui ont brutalisé le rapporteur, ont rudoyé le bureau en empêchant le rapporteur de prendre la parole. Ces faits exigent des sanctions. Nous espérons que les collègues, outre leurs requêtes d'amendements devront subir des sanctions de la part de la plénière », affirme le député du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jacques Djoli.

Kinshasa : les agents de l'hôtel de ville en grève pour réclamer 30 mois d'arriérés de salaire. Les agents de l'hôtel du gouvernement provincial de la ville de Kinshasa sont en grève depuis la semaine passée. Ils réclament 30 mois de salaire impayés et 6 six mois d'indemnités de sortie. « Nous avons épuisé toutes les voies de recours, nous avons vu à trois reprises le gouverneur intérimaire, aucune suite favorable nous a été réservée ». Les agents affirment avoir vu également le ministre des Finances, sans avoir obtenu gain de cause.

Maniema : plus de 40 000 déplacés vivent dans les conditions difficiles à Punia. Environ quarante mille déplacés internes vivent dans les conditions humanitaires difficiles et précaires dans le territoire de Punia, au Nord de la province du Maniema, signale mercredi 17 avril, la société locale. Selon cette dernière, il s'agit des déplacés qui ont fui des affrontements des groupes armés à Lowa, dans le territoire d'Ubundu (Tshopo). Les sources de la société civile et des autorités administratives affirment que la plupart de ces déplacés vivent dans des familles d'accueil sur l'ensemble du territoire de Punia. Parmi eux, des femmes et des enfants. Environ 483 enfants non accompagnés et 1 250 élèves qui ne fréquentent pas l'école.

Nord-Kivu : plus de 200 combattants Nyatura en transit à Goma pour leur démobilisation. Ils sont cantonnés au site de transit à Mubambiro, en attendant le processus de leur démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR). Ces hommes se sont rendus aux Fardc depuis le 4 avril dernier avec un grand nombre d'armes et munitions. Ils répondent du général autoproclamé Kavumbi. Ce dernier se trouve déjà à Goma depuis quelques temps.

Naufrage sur le lac Kivu : Félix Tshisekedi « très attristé » par la disparition de 150 personnes. Le président de la République, Félix Tshisekedi, se dit « très attristé » par la disparition de cent cinquante personnes après le naufrage d'un bateau sur le lac Kivu. Trente-trois rescapés ont été répertoriés et trois sans corps sans vie repêchés. Selon des sources de la force navale à Goma, le bilan reste le même ce mercredi. L'embarcation avait à son bord plus de 150 personnes.

Kikwit: plaidoyer pour le retour des déplacés du Kasai dans leurs villages d'origine. Les familles des kasaiens qui ont fui les affrontements au Kasai pour aller vivre à Kikwit devrait retourner dans leurs villages d'origine, a plaidé lundi 15 avril, la députée nationale Eugénie Tshiela. Certains déplacés sont logés dans des églises, dans des familles de bonne foi, dans des sites très misérables. Elle a expliqué que la situation de ces déplacés du Kasai peut être résumé en « des douleurs qui s'ajoutent aux malheurs », depuis les dernières élections de décembre 2018.

Election de gouverneur de l'Ituri: la cour d'appel se prononce jeudi. La cour d'appel de l'Ituri a pris en délibéré mardi 16 avril le procès en matière de contentieux électoral, qui oppose l'Alliance pour l'Avenir » AAA de Samy Adubango à la Ceni et Jean Bamanisa Saidi. Elle devrait rendre son arrêt ce jeudi. Le camp Samy Adubango demande, en effet, à la cour d'annuler la décision de la Ceni, justifiant que la majorité absolue n'avait pas été atteinte par un candidat lors de l'élection de gouverneur de province qui a donné Bamanisa vainqueur le 10 avril 2019.

Kinshasa : marche des journalistes en soutien à leurs confrères de Télé 50. Ils étaient des centaines ces journalistes dans les artères de Kinshasa qui réclamaient la fin du traitement dégradant que subissent leurs confrères de cette chaîne de radio-télévision privée émettant de Kinshasa. Dans un mémorandum déposé auprès des ministres des Droits humains et des Médias, les manifestants décrivent de graves violations des droits économiques et sociaux des journalistes. « Cette démarche consiste à demander au gouvernement de regarder bien cette affaire et que l'instigateur, l'auteur moral, l'auteur intellectuel et tous les policiers qui ont exécuté les ordres mal donnés puissent être poursuivis et sanctionnés ; de telle manière à décourager d'autres Congolais à commettre de tels forfaits. » La ministre des Droits humains, Marie Ange Mushobekwa, envisage de chercher une solution administrative à travers ses collègues du Travail et de l'Intérieur, notamment au sujet de l'utilisation abusive de la police. Marie Ange Mushobekwa promet également de saisir « le ministre de la Justice pour que la justice essaie de voir pourquoi les portes de l'entreprises sont fermées et qu'on n'autorise pas l'accès à certains employés. »

Kongo-Central : la société civile dénonce la multiplicité des services à la frontière de Lukula. Raphael Ndundu, secrétaire de la société civile de Lukula, invite les autorités à faire respecter la mesure gouvernementale limitant à quatre le nombre de services devant opérer dans les postes frontaliers de la RDC. Il cite la DGDA, la DGM, l'hygiène aux frontières et l'OCC. Il inventorie « treize services qui œuvrent illégalement : l'ANR est là pour taxer, le commerce extérieur est là pour taxer, le service vétérinaire, le Squav est là pour taxer, la RM, transport et voies de communication... »

RwandAir effectue son vol inaugural sur Kinshasa. La compagnie aérienne rwandaise RwandAir a procédé mercredi 17 avril à son vol inaugural reliant Kigali-Kinshasa-Kigali. « Nous sommes très fiers d'avoir Kinshasa comme la 27ème destination de RwandAir. Et la raison pour laquelle nous sommes très contents d'avoir Kinshasa comme notre destination, c'est que nous voyons l'opportunité qui est là pour le commerce entre nos deux pays ». Ceux qui ont acheté le billet en ligne, ont déboursé 380 dollars américains pour l'aller-retour.

Le secteur minier apporte 1,57 milliard de dollars américains au budget de l'Etat en 2018. Le secteur minier a généré 1,57 milliard USD de recettes publiques en 2018, a révélé le Ministère des finances. Comparé à 2017, ce montant représente une hausse de 9,1%. Par rapport aux recettes propres générées par l'activité économique, la contribution du secteur minier dans son ensemble au titre de redevance, droits, impôts et taxes, représente en moyenne 14,32% pour la période 2010 à 2017. Lorsque l'on compare la situation du secteur minier avant et après 2002, l'opinion publique s'accorde sur le fait que l'activité minière ne contribue pas de manière significative au Budget de l'Etat. D'où les frustrations qui ont conduit à la révision de la Loi n°007/2002 portant Code Minier, notamment son régime fiscal et douanier jugé trop libéral et déséquilibré au détriment de la population. Si les revenus miniers ont presque doublé en 2018, ceux du secteur des hydrocarbures ont chuté de 19% pour s'établir à 165,6 millions de dollars. **Contribution au PIB.** La contribution du secteur minier à la croissance a été de 49,6%, aux recettes d'exportations de 84%, au Budget de 20% et au PIB de 24% en 2015. La stabilité du cadre macroéconomique soutenue par les devises tirées des exportations minières avec comme conséquence la stabilité de la monnaie nationale. La production du secteur minier a induit un effet positif dans les autres secteurs de l'économie, notamment les Banques, les Télécommunications et l'agriculture. Premier producteur de cuivre en Afrique et leader mondial de la production de cobalt, la RDC a promulgué en 2018, un nouveau code minier. Plus de six mois après, les effets de cette nouvelle réglementation se font attendre. Malgré cela, sa production de cuivre a augmenté au cours de l'année atteignant 1 225 227 millions de tonnes en 2018. La production de cobalt est aussi en hausse, totalisant plus 109 402 tonnes alors que celle d'or a été de 36 777 kg en 2018. (Desk Eco)

Jeudi 18 avril.

Naufrage sur le lac Kivu : Félix Tshisekedi attendu à Kalehe ce jeudi. C'est une mission de compassion et sécuritaire à la suite du naufrage d'une embarcation aux larges du Lac Kivu, a annoncé la presse présidentielle. Selon la police nationale congolaise, 150 disparus ont été enregistrés à la suite du naufrage de l'embarcation sur le lac Kivu. Après un séjour de 24 h à Beni, le Président de la République est rentré à Goma mercredi 17 avril. En ce qui concerne particulièrement Beni, le Président a promis la « tolérance zéro à l'endroit des tous les tireurs de ficelles quels que soient leurs rangs ». Il a reçu en audience le Comité de sécurité du Grand Nord à savoir Lubero, Butembo, Beni-ville et Beni-territoire, l'évêque du diocèse de Butembo-Beni, des représentants de la Monusco et les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Les

coordinations de la société civile du Grand Nord affirment qu'elles sont indignées de n'avoir pas été reçues en audience par le Chef de l'Etat pour lui exposer leur point de vue au sujet de la situation qui prévaut dans cette partie de la RDC.

Médias : la concession de l'Agence congolaise de presse menacée de spoliation. La concession abritant l'Agence congolaise de presse (ACP) est menacée de spoliation par un individu ou un groupe d'individus non identifiés, a alerté, mercredi 17 avril, le directeur général de cette agence, Lambert Kaboyi, lors d'une assemblée générale avec le personnel. Il indique que cet individu ou groupe d'individus tentent, avec l'appui des magistrats, de vouloir déposséder ce média de l'Etat de son domaine que lui avait cédé en 1973 l'ancien président Mobutu. Ces personnes ont saisi la justice, en complicité avec certains magistrats qui « ont produit un jugement bidon, sans avoir fait une descente sur le terrain », regrette le DG de l'ACP.

Kimona Bononge : « L'absence d'animateurs de l'autorité de régulation empêchent le développement du secteur énergétique en RDC ». La 4^e conférence sur l'énergie en RDC a eu lieu du 11 au 13 avril 2019 à Kolwezi, dans la province du Lualaba. Organisé par la Fédération des entreprises du Congo (FEC), ce rendez-vous a réuni plusieurs experts et entrepreneurs du secteur. Ils se sont penchés sur les atouts et autres défis que doit relever le pays dans le secteur énergétique depuis que ce dernier ait été libéralisé. Kimona Bononge, Administrateur-délégué de la FEC qui a participé à cette conférence rappelle qu'en 2016, une loi a été mise en place pour créer l'autorité de régulation du secteur de l'électricité. Mais trois ans après, il constate que les animateurs de cet organe ne sont pas encore désignés.

Ituri : la Cour d'appel proclame définitivement Jean Bamanisa gouverneur. Jean Bamanisa est définitivement proclamé gouverneur de l'Ituri, selon l'arrêt de la Cour d'appel, rendu jeudi 18 avril, en matière de contentieux électoral entre le regroupement AAA contre la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et Jean-Bamansisa Saidi. Jean Bamanisa a obtenu 24 voix sur les 47 possibles. Il est le candidat du Front commun pour le Congo (FCC)/RIA.

Naufrage du lac Kivu : la société civile appelle Félix Tshisekei à décréter un deuil national. Les 5 recommandations de la société civile au chef de l'Etat sont : Créer une commission pour rétablir les responsabilités de cette catastrophe et punir les auteurs ; Réglementer la navigation sur le lac Kivu, en rendant disponible des bateaux pour le transport des personnes et leurs biens ; Asphalter la route Kavumu-Sake pour prévenir d'autres drames similaires ; Orienter les partenaires pour venir en aide aux familles des victimes ; Décréter un deuil national en mémoire des Congolais disparus. Pour sa part, l'administrateur du territoire de Kalehe a évoqué le problème des groupes armés.

L'opposition refuse de siéger au bureau définitif de l'Assemblée nationale. L'opposition parlementaire rejette le poste de rapporteur adjoint proposé par la majorité parlementaire et refuse à cet effet de présider aucune commission et sous-commission parlementaire. Au cours de la penthière de ce mercredi 17 avril, le Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le changement (CACH) se sont dits déterminés à occuper 6 sièges sur les 7 que constitue le bureau de l'Assemblée nationale. Le compromis n'étant pas trouvé, la loi de la majorité a donc primé et le calendrier publié prévoit le dépôt de candidatures au bureau définitif à partir de ce jeudi et le vote, le mercredi prochain. Avant l'adoption du calendrier électoral, l'opposition a soutenu qu'avec ses 113 députés, y compris ceux de Beni, Butembo et Yumbi, elle devrait occuper deux postes-un de titulaire et un d'adjoint-conformément à la loi de la proportionnalité. N'ayant pas obtenu gain de cause, l'opposition décide de n'occuper aucun poste.

Tanganyika : la sécurité et les opportunités d'investissement au centre de la visite de l'ambassadeur des Etats-Unis en RDC. Mike Hammer s'est entretenu avec le gouverneur intérimaire du Tanganyika, les responsables de la Monusco et des agences du système des Nations unies ainsi que le commandement du 22^e groupement naval. « Nous avons parlé de la situation de sécurité, et aussi des opportunités pour les investissements américains, je pense qu'il y a beaucoup de potentiel ici au Tanganyika, c'est une région avec des minéraux, avec l'agriculture, avec l'énergie, et aussi l'énergie renouvelable, il y a quelques projets de solaire aussi intéressants, mais pour tout ça, pour promouvoir l'investissement américain, le plus important c'est la sécurité, mais aussi combattre la corruption », a indiqué Mike Hammer.

Naufrage sur le lac Kivu : Félix Tshisekedi décrète le deuil national vendredi 19 avril. Le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi a décrété jeudi 18 avril une journée de deuil national, à la suite du naufrage d'une pirogue motorisée qui a fait plusieurs victimes sur le lac Kivu. Il a aussi demandé que les drapeaux soient mis en berne vendredi 19 avril, annonce la Présidence de la République. S'adressant à la population de Kalehe, le Président de la République a annoncé certaines mesures: désormais aucun bateau ne devrait naviguer sans des bouées de sauvetage pour chaque passager. Félix-Antoine Tshisekedi a aussi annoncé la construction de 4 ports pour permettre aux grands bateaux d'accoster. A moyen terme, le Chef de l'Etat a annoncé la réhabilitation de la route Goma-Kalehe-Bukavu. Une enquête est diligentée pour faire la lumière sur ce drame qui a endeuillé plus de 140 familles. Une surcharge qui endeuille un territoire

A Beni, le général Marcel Mbangu sollicite la poursuite de la coopération militaire entre Fardc et Monusco. Le commandant des opérations Sokola 1 Grand Nord, le général Marcel Mbangu a sollicité, mercredi 17 avril, auprès du chef de l'Etat, Felix Tshisekedi, des moyens matériels ainsi que la poursuite de la coopération militaire entre les Fardc et la Monusco. Cette collaboration devrait se continuer, en vue notamment de la neutralisation des rebelles ougandais de l'ADF et la restauration de la paix dans la région.

Kongo-Central : ville sans taxis à Matadi. Les chauffeurs des taxis ont décrété jeudi 18 avril un mouvement de grève en barricadant certaines artères de la ville de Matadi, dans le Kongo-Central. Le rond-point 24 novembre a été aussi barricadé de part et d'autre, affirme un chauffeur qui se plaint de l'augmentation du prix de l'essence auprès des revendeurs appelés «Kadhafi », alors que le prix de la course de taxi ne suit pas. Selon un chauffeur, une équipe de chauffeurs a été reçue par le maire de la ville mercredi, mais aucune solution n'a été trouvée pour prévenir ce qui allait advenir jeudi.

Lancement des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole. Les Journées nationales de vaccination contre la poliomyélite couplée à la riposte contre la rougeole dans soixante-trois zones de santé ont été lancées ce jeudi 18 avril à Kinshasa. Ces campagnes mobilisent plus de 230 000 acteurs du ministère de la Santé publique et des partenaires. Elles ciblent 19 466 557 enfants âgés de 0 à 59 mois pour la vaccination contre la poliomyélite et 2 200 772 enfants âgés de 6 à 59 mois pour la vaccination contre la rougeole. Au cours de son allocution, le représentant de l'OMS en RDC, Deo Nshimirimana a affirmé que l'humanité est à un tournant décisif de l'éradication de la poliomyélite, dont l'échéance est désormais fixée à 2023. Il note qu'en RDC, la situation de la rougeole est très préoccupante. Les coûts opérationnels de ces campagnes sont estimés à 9 273 865 USD.

Nauffrage sur le lac Kivu : Antonio Guterres exprime sa solidarité au peuple congolais. Les Nations Unies sont prêtes à apporter un soutien aux autorités congolaises, indique le porte-parole du secrétaire général de l'ONU.

L'entreprise minière KCC annonce la reprise de la vente et l'exportation du cobalt. Dans un communiqué de presse du lundi 15 avril, l'entreprise minière Kamoto Copper Company (KCC) œuvrant à Kolwezi, dans le Lualaba, annonce la reprise de l'exportation et la vente du cobalt sur le marché international. Cette relance d'activités est consécutive à la collaboration entre les actionnaires de l'entreprise, le gouvernement de la RDC, à travers le ministère des Mines, et le commissariat général à l'Energie atomique. Cette reprise devrait alors se faire conformément à la réglementation en vigueur en RDC et à la réglementation internationale en matière de transport, entre autres, la surveillance continue du commissariat général à l'Energie atomique et les autorités minières. Kamoto Copper Company avait annoncé le 7 novembre 2018 la suspension temporaire de la production et de la vente du cobalt. La présence d'uranium dans l'hydroxyde de cobalt était à la base de cette décision. A long terme, KCC devrait construire une usine de traitement.

Allemagne : décès de l'ex-chef FDLR, Ignace Murwanashyaka. Ignace Murwanashyaka avait été condamné par un tribunal de Stuttgart en 2015 pour avoir dirigé une organisation terroriste et d'avoir été complice de crimes de guerre dans l'est de la RDC il y a dix ans. Il avait été condamné à 13 ans d'emprisonnement, mais le verdict avait été renversé l'année dernière et un nouveau procès a été en suspens.

La campagne électorale a été émaillée de nombreux délits de presse (CSAC). Dans le Bandundu et le Kongo central, la campagne a été faite en dehors des espaces et des délais consacrés. Elle était en outre truffée de propos à caractère injurieux et diffamatoire. L'émission à téléphone ouvert a constitué le fait répréhensible majeur constaté dans l'Equateur. Le CSAC fait état d'attaques personnelles, de menaces et d'injures, d'une part et, d'autre part, d'incitation à la haine tribale et religieuse dans les deux Kasai. A Kinshasa, la campagne a donné l'occasion de propager dans des médias des discours de haine et de menace. Certains médias se sont hasardés à diffuser des résultats des urnes, au mépris de dispositions légales. Dans le Nord et le Sud-Kivu et le Maniema, le monitoring fait état de culte de personnalité, de manque d'équilibre dans la couverture de la campagne électorale des candidats à la présidentielle et de la propagande déguisée. Seule bonne note, le CSAC dit n'avoir relevé aucun fait répréhensible au Katanga. A la suite de ce comportement quelques sanctions ont été prises.

Jaynet Kabila « observateur » à l'élection de son frère Zoé. C'est le député d'opposition Christian Mwando qui le révèle, alors que les Congolais n'arrivent pas à se remettre de la confusion créée par l'accord Tshisekedi/Kabila qui a permis au premier d'accéder à la Présidence et au second de garder toutes les autres rênes du pouvoir en main. Christian Mwando, d'Ensemble (plateforme qui soutient Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Grand Katanga empêché de participer à la présidentielle), l'a révélé au cours d'une interview donnée cette semaine à Peter Tiani, de RDC TV. La Libre Afrique.be a appelé le député katangais pour se faire préciser ses accusations, renversantes. Selon M. Mwando, lors de la campagne

auprès des députés provinciaux pour l'élection au second degré du gouverneur de la province du Tanganyika (issue du démembrement du Grand Katanga, en 2015), l'ex-président Joseph Kabila avait dépêché sur place son ancien Conseiller spécial à la Sécurité, Me Jean Mbuyu, son responsable de la Maison civile, Théodore Mugalu, et sa sœur jumelle, Jaynet Kabila. **Stylos-cameras pas suffisants.** Christian Mwando affrontait le jeune frère des jumeaux Kabila, Zoé, pour le poste de gouverneur – une élection « pliée » d'avance, puisque la Ceni avait proclamé « élus » 17 députés FCC (Front commun pour le Congo, coalition kabiliste) et 8 pour Ensemble. Rappelons que la Ceni n'a toujours pas produit les preuves de l'élection du Président de la République, ni des députés nationaux, ni des députés provinciaux. La loi l'oblige pourtant à publier les résultats électoraux bureau de vote par bureau de vote. Mais cette majorité (« nommée, qui devait renvoyer l'ascenseur », dit notre interlocuteur) n'était apparemment pas suffisante pour rassurer le FCC puisque, avait dénoncé Christian Mwando lors du vote, des stylos-caméras avaient été distribués aux députés provinciaux FCC afin qu'ils filment leur propre vote et prouvent ainsi qu'ils avaient bien choisi le « bon » candidat. « **Observateur** » **pour la Ceni.** Jaynet Kabila, réputée pour sa méfiance, a apparemment voulu en faire plus. Selon Christian Mwando, elle et Théodore Mugalu ont reçu de la Ceni le macaron d'« observateur électoral » et étaient donc présents dans la salle où a eu lieu le vote, « parlant avec les députés, avec le dessein de mettre la pression sur eux ». Contrairement aux témoins des partis présents lors d'une élection, les « observateurs » sont supposés neutres. C'est, on le sait, Zoé Kabila qui a été proclamé gouverneur du Tanganyika. Christian Mwando ajoute que dans la province voisine du Haut-Katanga, des députés provinciaux « ont été accompagnés pour voter », afin de vérifier qu'ils choisissaient bien le bon candidat. (**La Libre Afrique**)

Vendredi 19 avril.

Jeannine Mabunda et Thomas Lokondo se disputent la présidence de l'Assemblée nationale. Les candidats aux différents postes du bureau définitif de l'Assemblée nationale ont commencé à déposer leurs candidatures jeudi 18 avril. À la présidence de la chambre basse, la coalition Front commun pour le Congo (FCC) et Cap pour le Changement (CACH) aligne Jeannine Mabunda. Mais elle ne sera pas seule à batailler pour ce poste pour le compte de la Majorité parlementaire. Henri-Thomas Lokondo, du regroupement politique PALU et Alliés a aussi déposé sa candidature au poste du président de l'Assemblée nationale comme indépendant. Il dit faire confiance à la conscience personnelle de ses collègues députés nationaux. De son côté, le collectif des députés nationaux et sénateurs, toutes tendances politique confondues, affirme soutenir la candidature de Jeannine Mabunda. Les femmes parlementaires de la RDC estiment aussi qu'avec l'élection prochaine de Mme Mabunda, désormais la femme congolaise pourra incarner la deuxième personnalité du pays, matérialisant ainsi la parité homme-femme.

Rapport de Global Witness : « acharnement et diffamations », selon l'avocat du général Gabriel Amisi. Le général Amisi Kumba, chef d'état-major général adjoint des Fardc en charge des forces terrestres, est indexé dans le trafic des permis forestiers illégaux par Global Witness. Dans un rapport publié le 15 avril dernier, Global Witness accuse le général d'avoir acquis illégalement des permis forestiers en 2018 avant de les revendre. Les mêmes attaques sont aussi dirigées contre la société Maniema Union 2. « La famille d'Amisi a obtenu cinq concessions forestières en juin 2018, en violation du moratoire établi de longue date par la RDC sur l'attribution de concessions forestières industrielles, qui visait à protéger la biodiversité et les forêts tropicales critiques du pays. Le ministre de l'Environnement de la RDC avait confisqué sans préavis ces licences à d'autres sociétés d'exploitation forestière avant de les transférer à la société familiale de Amisi, Maniema Union 2 », peut-on lire dans le communiqué de Global Witness. A en croire ce document, l'annulation des licences et leur attribution à Maniema Union 2 ont eu lieu dans un délai de quatre jours. En l'espace de quelques semaines, Global Witness confirme que la famille Amisi a vendu la société et ses licences à Lei Hua Zhang, un magnat du bois chinois qui est propriétaire d'une entreprise forestière importante mais mystérieuse opérant en RDC.

Kalehe: le temps des groupes armés est terminé, affirme Felix Tshisekedi. L'insécurité qui secoue le territoire de Kalehe était au centre de l'échange que le chef de l'Etat a eu avec la population de cette contrée, lors de sa visite de consolation aux familles victimes du naufrage d'un bateau sur le lac Kivu. Plus d'une centaine de personnes sont portées disparues après de drame. « Désormais, nous n'aurons plus besoin des groupes armés qui feront de l'autodéfense, parce que l'Etat se chargera de prendre la sécurité de ces concitoyens », a informé Félix Tshieki à la population de Kalehe. Le chef de l'Etat a demandé aux familles et autres notables présent sur place d'appeler ceux qui sont dans les maquis d'en sortir.

Kasaï Central : l'ONG Enfant Avenir dénonce le recrutement enfants par une milice à Kafuba. Son coordonnateur-adjoint, Me Pierre Bibombe fait savoir : « Nous avons constaté qu'il n'existe pas une réponse d'intégration sociale de ces jeunes qui étaient venus se rendre : les filles, voire même les garçons qui étaient venus volontiers déposer leurs armes », a fait savoir Me Pierre Bibombe.

Lualaba : un employé d'une banque tué dans un braquage à Kolwezi. Un employé de la banque a été tué, jeudi 18 avril, au cours de deux braquages simultanés opérés dans deux banques, en plein jour, au centre-ville de Kolwezi dans la province du Lualaba. La victime, un gérant de l'agence Western Union, est décédé après avoir été touché par une balle au ventre. Ils ont réussi à emporter une importante somme d'argent.

La Cour de cassation annule la décision ayant condamné Katumbi à 3 ans de prison en 2016. « Je vous confirme que la Cour de cassation prononcé un arrêt en date du 17 avril, au terme duquel elle a annulé la décision du tribunal de paix de Kamalondo qui condamnait Moise Katumbi à 3 ans de prison, avec arrestation immédiate. Concrètement cela veut dire que M. Katumbi est une personne libre qui n'a aucune condamnation sur son dos et qui peut se promener sans peur d'être arrêté ou appréhendé par les forces de l'ordre », a rapporté l'un des avocats de l'ancien gouverneur du Katanga.

Kongo Central : Felix Tshisekedi à Boma pour lancer les travaux d'asphaltage de la route Boma-Muanda. Le président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé ce vendredi 19 avril à Boma à 100 Km à l'Ouest de Matadi. Outre la route Boma-Muanda, Felix Tshisekedi va également lancer les travaux de réhabilitation des axes routiers Manterne-Tshela long de 200 Km et Boma-Matadi dont les travaux avaient déjà commencé. Il s'agit selon l'Agence congolaise de grands travaux de l'étape finale de réhabilitation de cette voie principale.

Lutte contre les embouteillages à Kinshasa : accord pour la construction des saute-moutons. L'Office des voiries et drainage (OVD), l'Office des Routes (OR) et certaines entreprises chinoises ont signé ce vendredi 19 avril au ministère des Infrastructures, travaux publics, et reconstruction, des contrats pour la construction des saute-moutons dans la ville de Kinshasa. Ces infrastructures visent à éradiquer les embouteillages sur les artères de la ville de Kinshasa.

Tshopo : 19 ONGS de cantonnage manuel réclament 14 mois d'arriérés de salaire. Ceux-ci ont été exécutés sur différents axes routiers, notamment Kisangani-Opala, Kisangani-Ubundu, Kisangani-Lubutu et Niania-Isiro. Ceci sur base d'un contrat de deux ans dont l'échéance arrive à terme en juin prochain, indique Matthieu Looli Manganya, porte-parole de ces ONG. La direction provinciale de l'Office de routes affirme qu'elle n'est pas concernée par cette réclamation puisque les engagements avaient été pris entre ces ONG et la direction générale installée à Kinshasa.

Punia : la société civile indignée par des conditions de détention des enfants dans des cachots. Des adultes et des enfants sont mis ensemble dans les mêmes cellules dans des conditions inhumaines. « Il y a des cacas à côté d'eux, ils font des pipis et des matières fécales toujours dans le cachot et placent ça quelque part à côté. C'est dans ces cahots qu'ils mangent, passent la nuit et toute la journée », a fait remarquer Pierre Masala Bengé conseiller juridique. Ces conditions de détention favoriseraient le rançonnement de la population, indiquent plusieurs sources sur place. L'obtention de la liberté provisoire variant entre 500 000 et 2 millions des FC. Ce que ne confirment pas les autorités pénitentiaires. La société civile de ce territoire plaide pour une intervention des autorités afin que ces enfants bénéficient d'un établissement de garde et d'éducation.

Samedi 20 avril.

Butembo : un médecin de l'OMS tué dans l'attaque contre une équipe de lutte anti-Ebola. Un médecin camerounais a été tué vendredi 19 avril à Butembo dans une attaque d'hommes armés contre une équipe de riposte contre la maladie à virus Ebola dans l'enceinte de la clinique universitaire de l'Université catholique du Graben (UCG). D'après l'autorité urbaine de Butembo, le médecin tué travaillait comme expert pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il a succombé à ses blessures dans la salle des soins après avoir été atteint d'une balle lors de l'incursion des hommes armés alors qu'il participait à une réunion d'équipe. Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a indiqué sur son compte Twitter, que son organisation était en deuil après la mort de ce médecin courageux qui a sauvé des vies. Il est indigné par cette attaque.

Leila Zerrugui condamne le meurtre du médecin de l'OMS à Butembo. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Leila Zerrugui, s'est dite choquée par l'attaque survenue vendredi 19 avril contre un centre de santé Ebola à Butembo dans la province du Nord-Kivu. Un médecin de l'OMS a été tué dans cette attaque et un employé du ministère congolais de la Santé a été blessé ainsi qu'un chauffeur. « Je condamne fermement cet acte insensé et je présente mes condoléances à la famille de la victime », a affirmé Leila Zerrugui.

Uvira : une femme arrêtée avec des munitions de guerre. Les services spécialisés du secteur opérationnel Sokola II, au sud de la province du Sud-Kivu, ont annoncé vendredi 19 avril avoir arrêté jeudi dernier dans le territoire d'Uvira, une femme détenant 23 chargeurs pleins de munitions ainsi que près de 700 autres munitions de guerre en vrac. Cette femme

commerçante se trouvait déjà à bord d'un minibus d'une agence de transport en commun au centre commercial de Mulongwe à Uvira. Elle voulait se rendre dans la plaine de la Ruzizi, lorsque les agents de renseignements militaires l'ont arrêtée. Cet incident survient alors que des cas d'insécurité - caractérisés par les enlèvements, le vol des bétails et des assassinats ciblés... - sont monnaie courante dans la région. Ces infractions impliquent parfois des groupes armés locaux et étrangers ainsi que des civils. Les membres du réseau de protection des civils d'Uvira dénoncent le trafic transfrontalier entre la RDC et le Burundi. Ils parlent de la corruption entretenue au niveau de la frontière et qui, selon eux, favoriserait ce trafic d'armes et des munitions de guerre.

Début de la campagne électorale à l'Assemblée nationale. La campagne électorale pour les élections des membres du bureau définitif de l'Assemblée nationale a débuté samedi 20 avril au Palais du peuple. Les parvis du siège du Parlement congolais sont bondés des effigies et autres banderoles et calicots des candidats à différents postes. Au poste de président de l'Assemblée nationale, deux candidats : Jeanine Mabunda (FCC-CACH) et Henri-Thomas Lokondo (indépendant).

Bukama : SOS pour environ 100 ménages victimes de pluies à Kizanga. Plus d'une centaine de ménages victimes de dernières pluies diluviennes au village Kizanga dans la chefferie de Kapamayi à Bukama sont sans abris et passent nuit à la belle étoile. Le bilan de ce drame fait état de deux personnes tuées par la foudre et d'un blessé. Les victimes vivent dans des conditions de plus en plus déplorable.

Kikwit : clôture de la formation sur le matériel didactique bloc cube. La session de formation sur l'utilisation du matériel didactique bloc cube à Kikwit samedi 20 avril à Kikwit (Kwilu). Cette activité a réuni les inspecteurs et enseignants de la maternelle et du primaire des provinces éducationnelles de Kwango, du Kwilu et de Mai-Ndombe.

Butembo et Lubero : la société civile dénonce les attaques contre l'équipe de lutte anti-Ebola. Dans un communiqué conjoint publié samedi 20 avril, les coordinations de société civile de Butembo et du territoire de Lubero condamnent les menaces, attaques et violations répétitives perpétrées à l'encontre des équipes de la riposte contre la maladie à virus Ebola. Elles demandent au Parlement de surseoir à la validation des mandats ou de lever les immunités parlementaires auteurs des intoxications contre les actions de la riposte contre l'épidémie à virus Ebola. Les coordinations de la société civile de Butembo et Lubero disent également décréter dans la zone une journée "Ville morte" pour le lundi 22 avril en mémoire des experts médicaux et acteurs sociaux tués, blessés ou menacés.

Dimanche 21 avril.

Le chef de l'ONU demande aux autorités congolaises de traduire en justice les auteurs de l'attaque contre l'hôpital de Butembo. Dans une déclaration, António Guterres a réitéré la « détermination du système des Nations Unies à poursuivre ses activités en appui aux autorités congolaises en vue d'enrayer l'épidémie d'Ebola » qui sévit dans le pays. Le chef de l'ONU et le Directeur de l'OMS ont exprimé leur solidarité avec le peuple et le Gouvernement congolais. Ils ont fait part de leurs profondes condoléances à la famille de la victime et souhaité un prompt rétablissement aux blessés. « Le Dr Richard Valery Mouzoko Mouzoko Kiboung, un épidémiologiste déployé par l'OMS en réponse à l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo a été tué dans une attaque contre l'hôpital universitaire de Butembo. Deux autres personnes ont été blessées lors de l'attaque, mais on pense qu'elles sont dans un état stable », a informé le Directeur général de l'OMS dans un communiqué. L'OMS évalue la situation « afin d'assurer la sécurité de tous les patients, du personnel de santé et des intervenants d'Ebola », tout en restant « déterminée à continuer à soutenir le ministère de la Santé de la RDC pour mettre fin à l'épidémie « le plus rapidement possible ».

Nord-Kivu : 15 corps des victimes du naufrage du lac Kivu repêchés. Parmi les quinze corps repêchés par la marine rwandaise sur les eaux du lac Kivu près de la ville voisine de Gisenyi, il y a treize femmes dont une enceinte, un homme et un enfant, a affirmé le maire de Goma présent à la plage du peuple à Gisenyi. Ces corps en décomposition sont « probablement » les victimes du naufrage survenu lundi soir à Kasunyu, indiquent les autorités congolaises. Cette embarcation motorisée en provenance du port de Kituku à Goma avec à son bord plusieurs passagers a chaviré après avoir rencontré une forte tempête, selon les sources des forces navales congolaises. Le maire Muissa Kense de Goma en provenance de Gisenyi, a affirmé qu'aussitôt arrivés à Goma, les corps des victimes, ont été conduits aux cimetières de Gabiro pour l'inhumation.

En RDC, « la joie de la résurrection contraste avec la crise multiforme aux conséquences humanitaires graves » (Cenco). « La joie de la résurrection que nous célébrons aujourd'hui, contraste, malheureusement, dans notre pays, la RDC, avec la crise multiforme aux conséquences humanitaires graves qui nous affectent et font penser plus à la mort qu'à la vie. Il y a lieu de se demander quel est le sens de la fête de la résurrection pour la majorité de congolais qui parcourent encore un

véritable chemin de croix ? Comment croire que Jésus vit et agit dans notre pays, lui qui a soulagé la souffrance des milliers des personnes, pendant que beaucoup de nos frères et sœurs croupissent dans la misère. Notre espérance est-elle vaine ? Dieu a-t-il oublié sa fidélité envers la RDC ? (...) Confions nos vies, notre avenir personnel et celui de notre pays à celui qui a vaincu la mort et le péché. Le Christ ressuscité nous répète aujourd'hui : N'ayez pas peur, moi j'ai vaincu le monde ; (...) Une autre chose est certaine : si le Peuple congolais tout entier, bénéficiaire des ressources naturelles énormes, accepte de mourir avec le Christ, se défaire de ses antivaleurs et de vivre l'amour du Christ, avec Lui il ressuscitera. S'il vit avec lui, avec lui il règnera. Il sortira de ses tombaux de la guerre et de la misère pour la gloire de Dieu », lance la Cenco. De son côté, Mgr Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, a fait remarquer qu'en RDC, les désespoirs gagnent de plus en plus les cœurs des congolaises et congolais : « Nous célébrons aujourd'hui la fête de Pâques. Cette fête nous apporte un message d'espérance, parce que le Christ ressuscité d'entre les morts illumine notre vie terrestre et lui donne une dimension d'éternité. Les désespoirs gagnent de plus en plus les cœurs des congolaises et des congolais. Les récents événements sociopolitiques n'ont pas beaucoup réalisé les rêves de notre peuple. En effet, il y a quelques temps, les espoirs de tout un peuple ont été brisés et sacrifiés à l'autel des intérêts et calculs égoïstes de quelques personnes, créant ainsi frustration et découragement. (...) Pire encore, nous constatons que les conditions d'une société de paix et de justice traînent encore à advenir. Et les événements sociopolitiques de ces derniers jours ne font qu'entretenir un climat d'incertitude pour un lendemain meilleur en RD Congo. Que chacune et chacun de vous abandonne son cœur de pierre pour devenir sensible aux misères des autres ; que chacune et chacun de vous s'ouvre à l'Esprit de Dieu pour être capables d'un bon discernement et d'un bon jugement dans toutes les décisions à prendre. Ne laissez pas les ténèbres et les forces de la nuit conduire vos pas et guider vos actions jusqu'à détruire notre beau pays. (...)

Ne laissez pas la haine, le tribalisme, la corruption ainsi que ses effets, la division et autres antivaleurs gagner vos cœurs. Malheureusement, c'est vers cette direction que beaucoup veulent conduire le peuple congolais. A toutes celles et à tous ceux qui luttent pour une société meilleure, sachez-le : vous n'êtes pas seuls. Le Christ est avec vous, l'Eglise est avec vous ».

Cardinal Monsengwo : « Que le mandat du Président soit bénéfique pour le peuple de Dieu ». Le Président de la République est allé prier, en ce dimanche de Pâques avec les chrétiens catholiques à la Cathédrale Notre-Dame du Congo, rapporte la presse de la Présidence de la République. C'est le cardinal Laurent Monsengwo, archevêque émérite de Kinshasa qui célèbre cette eucharistie. Dans son mot de bienvenue avant d'officier cette messe, le cardinal Monsengwo a rapporté aux chrétiens que le Président de la République est venu « rendre une action de grâce depuis son avènement à la tête du pays ».

Kinshasa : lancement de la 6e édition de semaine de la science sous le thème l'ancien et le nouveau monde. Cette édition qui prendra 5 jours est organisée par le ministère de l'Enseignement primaire secondaire et professionnelle ainsi l'ASBL Investing in people. Selon les organisateurs, cette 6e édition est l'occasion de s'informer sur les technologies de la 4e révolution industrielle comme l'intelligence artificielle, les opportunités et les menaces qu'elles représentent. « Nous visons ensemble trois objectifs : développer auprès des jeunes et du grand public une culture scientifique et technologique, promouvoir le savoir et savoir-faire dans ce domaine et susciter des vocations », a indiqué Raïssa Malu, présidente d'Investing in people qui expliquait les objectifs de cette semaine de la science et des technologies. « L'avenir du pays aujourd'hui c'est le numérique. Et donc, cet avenir appartenant à la jeunesse, cette jeunesse doit se familiariser avec les sciences et les technologies, elle doit aimer, s'orienter vers les sciences et les technologies ».

Ituri : la Monusco remet aux autorités provinciales la route Bogoro- Tchomia qu'elle a réhabilitée. C'est le gouverneur intérimaire de province Keta Upar qui a réceptionné l'œuvre réhabilitée. Ce tronçon va permettre aux opérateurs économiques d'évacuer leurs produits de première nécessité et des poissons pêchés au lac Alber vers la ville de Bunia et d'autres entités de la province de l'Ituri.

724 morts sur les routes du Kongo Central en 2018. Selon Célestin Djunga, directeur provincial de la CNPR au Kongo Central, cette hausse se justifie par le transport abusif par route des produits pétroliers et l'absence d'une réglementation adéquate à ce sujet. Il dénombre des pertes en vies humaines qui ont été occasionnées par le transport de ces produits pétroliers. Il cite notamment les incendies de Mbuba, Lufu, Yema, Boma, Kasangulu et Monterne où plus de 150 personnes avaient perdu la vie. « Aujourd'hui, il n'existe pas de législation en matière de transport des produits pétroliers par route ».

Butembo : messe d'action de grâce en mémoire médecin de l'OMS tué dans l'attaque contre une équipe de lutte anti-Ebola. Le Dr Aruna, coordonnateur national de la riposte, a, au nom du ministre de la Santé, regretté cet acte et a invité les membres de la riposte nationaux et internationaux à ne pas céder au découragement, mais plutôt à poursuivre leurs efforts jusqu'à la fin de cette épidémie afin d'honorer la mémoire de leur collègue disparu. Par ailleurs, une autre attaque a eu lieu samedi vers 3 heures du matin au bureau de la sous coordination de Katwa situé à l'Hôpital général de référence de Katwa.

Cette attaque a été maîtrisée par les éléments des FARDC et de la police de Katwa. Un assaillant a été tué et trois autres ont été blessés.

Lundi 22 avril.

Assemblée nationale : qui sont les candidats à la présidence du bureau définitif ? Lokondo : Député élu pour le compte de la plateforme PALU et alliés, Henri-Thomas Lokondo est né le 27 juillet 1955, à Mbandaka. Père de 5 enfants, il détient une Licence en Sciences politiques et en Relations internationales à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). C'est depuis 1983 que M. Lokondo est dans les affaires. Inspecteur, chef de poste spécial du Centre national de recherche et d'investigation pour la sous-région du Sud-Kivu à Uvira (Kivu), administrateur régional adjoint (1987-1988) de l'Agence nationale de documentation de la région du Sud-Kivu, puis responsable de ce même service (1988-1990). De 1990 à 1997, il a également travaillé comme vice-ministre aux Travaux publics puis aux Affaires étrangères et à la coopération internationale, dans les gouvernements Kengo et Likulia. « Je pense que j'ai quand même une petite expérience pour président l'Assemblée nationale. Ce n'est pas que je le fais par boulimie, mais j'ai le soutien de beaucoup de personnes de la majorité comme de l'opposition. Les députés estiment que je joue un rôle qu'ils apprécient, bien que je sois de la majorité. Un rôle qui est rapport avec le comportement qui est demandé par un président de l'Assemblée nationale. Je pense que si je suis, ce ne serait pas un grand job pour moi », dit-il. Plébiscité plusieurs fois meilleur député de la décennie, le candidat Lokondo se dit « flatté » et permet de bien travailler : légiférer et contrôler. **Jeannine Mabunda :** parcours de confiance. En face, c'est le candidat du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Née le 10 avril 1964, à Kinshasa, elle est originaire de la province de la Mongala. Détenrice d'une Licence en droit de l'Université Catholique de Louvain (1987) et d'une Licence en Sciences Commerciales de l'Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales (ICHEC) de Bruxelles (1988), Jeannine Mabunda se veut pragmatique et capable de fédérer les différentes opinions dans le respect de la diversité. Mme Mabunda a aussi étudié à l'Institut Saint Louis, Faculté de Droit - Bruxelles, Belgique Droit (1984) et au Lycée Mater Dei de Bruxelles, Belgique où elle décroché son diplôme d'études secondaires Section Gréco-latine, en 1982. Sa carrière politique commence en 1988 à la Citibank Congo où elle a œuvré durant 5 ans en tant gestionnaire de compte, chargée des relations avec les grands comptes et analyste crédit. De 1997 à 2000, elle est Conseillère du gouverneur de la Banque Centrale du Congo (BCC). En 2002, elle passe au Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), comme Administrateur-Délégué Général. De 2007 à 2012, Jeanine Mabunda exercera au sein du gouvernement de la République les fonctions de Ministre du Portefeuille. Elle est élue et réélue (de 2011 en 2018) députée nationale, puis nommée en juillet 2014 Représentant Personnel du Chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats. Jeannine Mabunda se veut une femme de dialogue et d'écoute et place son mandant comme présidente de l'Assemblée nationale sous le signe de la proximité. D'où son concept de campagne : « Dans la proximité... A l'écoute du Peuple. » Les femmes parlementaires de la RDC estiment aussi qu'avec l'élection prochaine de Mme Mabunda, désormais la femme congolaise pourra incarner la deuxième personnalité du pays, matérialisant ainsi la parité homme-femme.

Reprise des cours dans les écoles après deux semaines de vacances. Il s'agit de la dernière ligne droite du calendrier scolaire, qui les amène jusqu'aux examens de fin d'année. Durant cette période, les élèves de 6ième primaire, les pré-finalistes et finalistes du secondaire devront faire face à diverses épreuves et jury, qui marquent la fin de leurs cycles scolaires respectifs. La session ordinaire d'examen d'Etat se déroulera du 24 jusqu'au 27 juin 2019. Elle sera précédée de la dissertation le 2 mai. Parmi les dispositions pratiques retenues par le ministère de l'EPSP, il est strictement interdit aux établissements de refuser l'accès à l'école aux élèves en difficultés de paiement des frais ; ceci en vue de garantir à tous légalité de chance à la formation.

Tshopo : conditions de vie difficiles pour les déplacés de Lowa et de Bigbolo. Le calvaire se poursuit pour les déplacés de Bigbolo dans le territoire de Bafwasende situé à 262 Km à l'Est de Kisangani (Tshopo). De nouvelles vague de déplacés continuent à arriver, des maladies sévissent et des cas de morts sont comptés par dizaine chaque semaine, indique la société civile dimanche 21 avril. Par ailleurs à Lowa dans le territoire d'Ubundu, situé à 125 Km au sud de Kisangani, bien que le calme soit rétabli, la grande partie des déplacés hésitent encore de regagner leurs milieux habituels de vie.

Olivier Kamitatu : « Moïse Katumbi est un homme libre de rentrer dans son pays ». Le porte-parole et directeur de cabinet Moïse Katumbi, Olivier Kamitatu, a salué dimanche 21 avril la décision de la Cour de cassation annulant le jugement du 21 juin 2016 qui avait condamné l'ancien gouverneur du Katanga à trois ans de prison. « Moïse Katumbi est un homme libre de rentrer dans son pays », a-t-il soutenu. « C'est un énorme soulagement depuis maintenant trois ans de prison ferme dans une fausse condamnation pour une affaire montée de toutes pièces pour empêcher Moïse Katumbi d'être candidat à la course présidentielle. Moïse Katumbi a été victime d'une des plus graves injustices qu'un citoyen congolais n'ait jamais endurées. Tout le monde savait qu'il était innocent. On a voulu l'écarter pour des raisons tout à fait politiques. »

Sud-Ubangi : la Cour d'appel de Gemena rejette le recours du candidat Taila Nage. À l'élection du gouverneur et vice-gouverneur du Sud-Ubangi, le candidat Taila Nage, gouverneur sortant issu du PPRD s'était représenté comme candidat indépendant, et avait vu sa candidature rejetée la première fois par la Ceni au premier tour. Rejet confirmé en appel par la Cour d'appel de Gemena. Au conseil d'Etat, ses avocats ont obtenu gain de cause. Sa candidature devait être alignée avec celles des 5 autres adversaires candidats gouverneurs. Mais la Ceni et l'assemblée provinciale du Sud-Ubangi avaient refusé de l'aligner comme candidat. Et ce, malgré la réhabilitation de sa candidature par le conseil d'Etat. Le collectif de ses avocats a saisi la Cour d'appel de Gemena, cette fois-ci, pour demander l'annulation de l'élection du gouverneur du Sud-Ubangi pour en avoir été exclu. La Cour, après examen de son dossier, l'a jugé finalement irrecevable et non fondé.

Kolwezi : environ 60 bandits armés aux arrêts. Des malfrats sèment la terreur dans la ville, où ils tuent, volent et violent. « On se rend compte qu'ils entrent, ils tirent, ils blessent. Et ils ont même blessé mortellement un très jeune homme, à fleur d'âge, gérant de Western Union, qui a essayé de protéger son travail (...) en sautant sur un des bandits, qui était armé. Malheureusement, il n'a pas été secouru. Des mesures sont prises pour lutter contre ce phénomène.

Leïla Zerrougui : « Il y a de la bonne volonté chez le Président et son équipe. Il faut les aider ». « Je pense qu'il y a de la bonne volonté chez le Président et son équipe. Ils ont envie de faire quelque chose de positif. Il faut les aider. Ça ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions, encore faut-il avoir les moyens, la volonté et le soutien populaires pour légitimer l'action et avancer. Et je pense que, on doit tous s'inscrire dans cette démarche. Nous n'avons pas le droit de trahir ceux qui sont en attente aujourd'hui et qui espèrent. Ceux qui souffrent et qui n'arrivent pas à donner à manger à leurs enfants, ceux qui ont été chassés de leurs villes, ceux qui ont perdu les leurs, on doit leur donner l'espoir qu'en RDC, il y a aussi de la place pour eux et qu'on peut avancer et qu'on peut construire un Congo plus beau qu'avant. C'est ce que vous dites dans votre hymne national », a indiqué Mme Leïla Zerrougui, représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC. A une question sur le sort de Radio Okapi à la suite la fermeture de certaines antennes, Leïla Zerrougui a laissé entendre que cet instrument est très important pour les Congolais et qu'il constitue un lien entre les Nations unies et les populations congolaises. Par conséquent, « nous ferons tout ce que nous pouvons pour garder ce lien », a-t-elle rassuré.

Signature d'un contrat entre l'OVD et la SOCOG pour la réhabilitation des routes à Goma et Bukavu. L'entreprise SOCOG s'engage à préfinancer les travaux qui, d'après son directeur général, ont déjà débuté dans les deux villes. La société congolaise de construction n'attendait que cette signature pour « passer à la vitesse supérieure dans la réfection et la réhabilitation des plusieurs artères dans les deux villes ». D'après son directeur général, Modeste Makabuza, c'est 20 km de voirie urbaine à Bukavu et 12,5 km à Goma qui sont concernés. « C'est une grande marque de confiance de la part de ces opérateurs parce qu'ils savent que l'Etat congolais qui a apposé sa signature au travers de l'OVD va pouvoir rembourser leurs investissements. Et je pense que d'autres opérateurs peuvent aussi suivre cet exemple de la société SOCOG.

Naufrage de Kalehe: enterrement de 25 corps repêchés au bord du lac Kivu. Vingt-cinq corps ont été ramassés et enterrés dimanche 21 avril, au bord du lac Kivu, au niveau du village Mukwidja dans le territoire de Kalehe. 15 autres corps ont été enterrés la veille à Goma au cimetière Gabiro. Il s'agit de ceux ramassés sur le lac du côté Rwandais avant d'être rapatriés en RDC. A ce jour une quarantaine de corps ont été retrouvés sur les 150 passagers qui étaient portés disparus. 89 familles explorées ont bénéficié chacune, dimanche, d'une enveloppe de 500 dollars remis par le chef de l'Etat vendredi, lors de sa visite à Kalehe, a indiqué l'administrateur de territoire de Kalehe.

Le maire de Butembo plaide pour le renforcement des forces de l'ordre pour lutter contre l'insécurité dans la ville. « Nous avons effectivement un problème d'insécurité lié au ciblage des sites de santé ainsi que les intervenants dans la riposte contre Ebola. Aujourd'hui nous avons multiplié les stratégies sécuritaires par ce qu'on doit les adapter au mode opératoire actuel des assaillants. Nous demandons aux autorités hiérarchiques d'augmenter un effectif en termes d'éléments du côté de la police et des Fardc étant donné que nous sommes tenus à ce jour, dans l'adaptation des nouvelles stratégies des assaillants à pouvoir sécuriser les sites et le personnel », plaide Sylvain Kanyamanda. Selon lui, cela permettra également d'assurer la sécurité ordinaire de la ville de Butembo.

Mardi 23 avril.

Sécurité routière à Kinshasa : la CNPR envisage déplacer les robots-roulage. « Notre bible, c'est le code de la route. Et dans le code de la route, le robot n'était pas prévu. C'était juste innovation de Mme Kiyongozi pour réguler la circulation routière. Nous lui demandons de chercher d'autres périphériques. Nous réhabilitons la signalisation lumineuse. Si ces robots gênent, on pourra les déplacer pour d'autres fins utiles », a indiqué Jean Remy Yanga. Les travaux sur la réhabilitation des feux de signalisation ont débuté il y a quelques jours sur les voiries de Kinshasa, notamment sur le rond-point Socimat et

l'avenue Batelela. Selon le président de la CNPR, ces travaux de réhabilitation font partie du programme d'urgences de 100 jours lancé par le chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi.

EPSP: le ministère de Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat devrait changer d'appellation (Tantu Meyi).

A la place, Jean Marie Tantu Meyi, président de l'Organisation des forces interprofessionnelles, propose le nom du Ministère de Réinsertion Professionnelle, Métiers et Artisanat. La raison qu'il avance est que le Ministère de Formation professionnelle, Métiers et Artisanat a été créé pour récupérer les jeunes qui n'ont pas le niveau d'aller à l'université afin qu'ils apprennent un métier.

Assemblée nationale : l'élection du bureau définitif reportée à mercredi 24 avril. L'annonce est faite par le président du bureau provisoire. A l'ordre du jour de ce mardi figure notamment l'audition des candidats. Aucun point sur l'élection du bureau définitif de la Chambre basse. Lundi, la séance a été suspendue par le président du bureau provisoire, Pierre Maloka. Après avoir suspendu la plénière, il n'est plus rentré pour la lever. A la base de cette cacophonie : la motion incidentielle du député François Nzekuye qui avait demandé l'invalidation du candidat à la présidence, Henri-Thomas Lokondo. Une motion votée par la majorité de députés pendant la plénière qui s'est terminée en queue de poisson. Jeannine Mabunda reste la seule candidate au poste de présidente du bureau définitif, en cas d'invalidation du dossier de son challenger. « C'est la peur bleue du côté du FCC », avait affirmé le député Lokondo, après le vote de la motion demandant l'invalidation de sa candidature. Mais il dit ne pas reconnaître le rejet de son dossier à travers la motion du député Nzekuye. Pour lui, penser à cela relève d'une "erreur". Toutefois il se dit être « l'homme le plus heureux », en ayant « gagné l'élection au niveau de l'opinion nationale et des congolais de l'étranger. » Pour l'instant, le poste de rapporteur adjoint, réservé à l'opposition reste toujours vacant. L'opposition parlementaire estime qu'après la validation des députés des provinces du Nord-Kivu et de Mai-Ndombe, elle devrait avoir deux postes sur les sept à pourvoir.

Ituri : 10 morts dans des affrontements entre Fardc et les assaillants à Jiro. Selon, le porte-parole de l'Armée en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo, les combats ont duré plus de deux heures dans la nuit de dimanche à lundi lorsque les Forces loyalistes ont intercepté un groupe d'assaillants, en train de progresser vers leur position de Jiro, dans le secteur des Walendu Tatsi. D'autres sources sécuritaires dans la région, parlent d'un seul assaillant tué et de quatre militaires Fardc tombés sur le champ d'honneur. Cette source qui a requis l'anonymat, rapporte également qu'une somme de plus de quinze millions de Franc congolais (9 100 USD) a été emportée par les ennemis. Cet argent était destiné à la paie des militaires. Ce que Jules Ngongo n'admet pas au stade actuel.

Goma : 21 pêcheurs congolais arrêtés par la marine ougandaise sur le lac Édouard. Ces pêcheurs de Kasindi Port, de Kyavinyonge et de Vitshumbi naviguaient sur le lac Edouard lorsqu'ils sont tombés la nuit de samedi à dimanche 21 avril, dans les filets des marins ougandais, en patrouille. La marine ougandaise leurs reproche d'avoir mené la pêche illicite dans les eaux territoriales ougandaises. Ils ont été transférés dans la prison ougandaise de Rwashama. En janvier dernier, 24 autres pêcheurs congolais avaient été arrêtés dans des circonstances similaires et seuls 22 avaient été relâchés après versement des amendes. En 2018, au moins 104 autres pêcheurs congolais condamnés par la justice ougandaise y sont toujours en détention.

Félix Tshisekedi à Kisangani pour l'inauguration de certaines infrastructures routières. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi est arrivé ce mardi 23 avril à Kisangani dans la province de la Tshopo. Le chef de l'Etat doit en principe inaugurer cet après-midi le pont Lubuya jeté sur la rivière Wanyerukula à 54 km de la ville de Kisangani sur la route de Lubutu. Le pont Lubuya va faciliter le trafic entre les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Maniema et Tshopo coupé après l'effondrement du vieux pont érigé vers les années 50.

Lualaba : 11 morts dans un accident de circulation à Nzilo. Onze personnes sont mortes lundi 22 avril, dans un accident de circulation au pied de la montagne Nzilo menant au barrage du même nom à Kolwezi dans le Lualaba. Il s'agit d'un véhicule de la Société nationale d'électricité de Kolwezi qui s'est renversé dans le lac artificiel de Nzilo à 30 km de la ville de Kolwezi. Les occupants de ce véhicule ont péri par noyade. Un seul survivant, un agent opérateur a été enregistré.

Journée mondiale du livre : ACOFEPE clôture sa campagne de collecte des ouvrages littéraires. L'Association congolaise des femmes de la presse écrite (ACOFEP) a clôturé ce mardi 23 avril la première édition de sa campagne de collecte des ouvrages littéraires lancée en janvier dernier. La cérémonie a eu lieu au centre Wallonie Bruxelles à Kinshasa. Les ouvrages récoltés seront distribués aux écoles dépourvues des bibliothèques, indique la présidente d'ACOFEP.

Sud-Kivu : mouvement de la population à la suite des affrontements entre les groupes armés burundais et les Fardc à Mwenge. La société civile du territoire de Mwengadans la province du Sud-Kivu signale un mouvement des populations

dans le groupement de Basimukindji, secteur d'Itombwe, en limite avec le territoire d'Uvira dans les hauts plateaux. Des nombreux habitants ont quitté les villages de Magunda, Rubumba et Mushojo pour se réfugier dans la brousse. Ces habitants craignent d'être pris pour cible dans les combats qui opposent les rebelles burundais du FNL-FOREBU aux FARDC d'une part et un autre groupe des rebelles burundais au groupe armé Gumino d'autre part.

Bunia : trois personnes tuées dans la commune de Shari. Une bagarre a opposé deux jeunes gens. Le premier, un élève de la sixième année secondaire et son antagoniste, un réparateur de motos. Ce dernier réclamait au premier une dette de 500 FC. N'étant pas à mesure de payer l'argent dans l'immédiat, son créancier lui a enfoncé froidement un couteau dans la poitrine. Il s'en est suivi une justice populaire sur le bourreau qui a été appréhendé puis brûlé vif par une foule en colère. Le troisième cas est celui d'une étudiante de l'ISP/Bunia dont le corps a été découvert par des élèves dans un bâtiment scolaire.

Mgr Willy Ngumbi Ngengele nommé évêque de Goma. En République démocratique du Congo, le pape François a nommé Mgr Willy Ngumbi Ngengele, 54 ans, Missionnaire d'Afrique (Pères Blancs), comme évêque de Goma. Il était depuis 2007 évêque de Kindu, dans l'Est de la RDC. Il succède à Mgr Théophile Kaboy Ruboneka, 78 ans, dont le pape a accepté la démission pour limite d'âge canonique: à 75 ans, les évêques présentent leur démission au pape. Mgr Willy Ngumbi Ngengele a participé au synode des jeunes en octobre 2018 à Rome: dans son ancien diocèse de Kindu 51% de la population est constituée de jeunes. Il disait alors son souci des jeunes au micro de Radio Vatican. Il disait notamment vouloir « renforcer et redynamiser » les mouvements de jeunes et travailler avec les écoles. « Nous travaillerons sur l'éducation et reviendrons aux valeurs chrétiennes, à l'éthique, en vue de permettre aux jeunes du diocèse de devenir artisans de leur avenir, acteurs dans l'Eglise, et missionnaires auprès d'autres jeunes. Nous favoriserons aussi les échanges entre les jeunes de la ville et ceux des villages ». Il souhaitait aussi que les jeunes soient formés au « discernement » face à tout ce qu'ils peuvent trouver sur les réseaux sociaux. Il espérait aussi de nouvelles vocations sacerdotales « pour l'avenir de l'Eglise ». (Vatican)

Mercredi 24 avril.

Election du bureau définitif de l'Assemblée nationale : le député Lokondo prend acte de l'invalidation de sa candidature. Lors de la plénière du mardi 23 avril, il indique toutefois que le rejet de son dossier est inconstitutionnel et illégal. « Puisqu'on se trouve devant des candidats uniques, on ne peut donc plus parler d'élection à l'Assemblée nationale, mais plutôt d'un plébiscite », affirme-t-il. Avec l'invalidation d'Henri-Thomas Lokondo, Jeannine Mabunda reste la seule candidate au poste de présidente du bureau définitif.

À Kisangani, Félix Tshisekedi prône l'unité des Congolais. « Ce qui tue notre pays, c'est le tribalisme. Le Congo est un, le peuple congolais est un. Je ne veux plus entendre qu'on a tabassé un swahili parce qu'il est parti vivre chez les Bakongo, ou qu'on a tapé un mungala parce qu'il est chez les Luba. Non ! Il faut combattre ces choses », a affirmé le chef de l'Etat. Dans son allocution devant la population, il a aussi promis de poursuivre en justice tous les responsables des services qui détournent. Par ailleurs, le président congolais a fait savoir que les élèves devraient étudier dans de bonnes conditions, sans que leurs parents ne s'inquiètent de payer le minerval.

Dr Michel YAO : « La situation de la maladie de Ebola dans l'Est de la RDC reste préoccupante ». La situation épidémiologique de la maladie à virus Ebola reste préoccupante au niveau de Butembo, Katwa et de certaines zones de santé environnantes comme Buhozi, Masereka et Lubero. Dr Michel Yao l'a affirmé mardi 23 avril. Il est le responsable des opérations d'urgence pour l'OMS/Afrique et coordonnateur de la riposte contre Ebola pour l'OMS au Nord Kivu et en Ituri «Au niveau de Beni, on était à zéro pendant plusieurs semaines, maintenant nous avons quelques cas. La bonne chose à Beni, nous avons une structure de réponse efficace mise en place. » Il apprécie aussi la collaboration au niveau des communautés locales qui permet de juguler les cas enregistrés sur place, avant de relever que la plupart de cas de Beni proviennent d'ailleurs comme à Katwa ou à Butembo. Après l'assassinat la semaine dernière d'un médecin de l'équipe de riposte, Dr Yao fait savoir qu'ils mettent tout œuvre pour reprendre, mais ils se soucient de la sécurité des personnes qui travaillent sur la riposte.

Kyungu wa Kumwanza appelle au soutien à Félix Tshisekedi. Toutes les forces politiques et sociales acquises à une véritable alternance démocratique en RDC doivent appuyer les efforts du chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi, pour « mettre fin à toute velléité dictatoriale qui a existé dans ce pays », a estimé Gabriel Kyungu, le président national de l'Union des nationalistes fédéralistes du Congo (UNAFEC) Selon lui, « la présence de Félix Tshisekedi à la tête de notre pays, consacre la transition sans Kabila que nous appelions de tous nos vœux, pour l'instauration d'un Etat de droit et d'une grande nation, dont les ressources sont au service de sa population et non confisquées par une clique des prédateurs. » Il a appelé les uns et les autres à prêter main forte au nouveau chef de l'Etat « dans cette exaltante entreprise de la restitution de

nos libertés confisquées, de la restauration d'un Etat au service de son peuple, de la lutte contre l'impunité, du déboulonnage du système des pillages, de corruption et de prédation. »

Violences sexuelles : « Remplacer l'impunité par la justice », plaident les hauts responsables de l'ONU. Des hauts responsables des Nations unies et des militants des droits humains appellent à davantage d'efforts pour prévenir et mettre fin aux crimes liés à la violence sexuelle. Ils soulignent l'importance de mettre les victimes au centre de ces efforts. Ils se sont ainsi exprimés mardi 23 avril au Conseil de sécurité au cours d'un débat consacré à la violence sexuelle en temps de conflit. « Ensemble, nous pouvons et devons remplacer l'impunité par la justice, l'indifférence par l'action », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. « Si nous voulons un jour empêcher que ces crimes ne se produisent, nous devons d'abord faire face à la réalité inacceptable que cela ne 'coûte' en général rien de violer une femme, un enfant ou un homme dans les conflits armés du monde entier. Pour changer les choses, nous devons augmenter les coûts et les conséquences pour ceux qui commettent, commandent ou tolèrent la violence sexuelle dans les conflits. Nous devons transformer une culture de l'impunité vieille de plusieurs siècles en une culture de reddition des comptes », a affirmé la Représentante spéciale de M. Guterres sur la violence sexuelle en temps de conflit, Pramilla Patten, qui a appelé à donner la priorité à la dissuasion et à la prévention. La militante des droits humains Yazidie Nadia Murad et le médecin congolais Denis Mukwege, qui partagent le Prix Nobel de la paix 2018, l'avocate Amal Clooney et Inas Miloud du Mouvement des femmes Tamazight y ont aussi pris part. António Guterres a salué les efforts déployés par le Dr. Mukwege pour créer un fonds mondial d'aide aux victimes. Il a appelé tous les États Membres à y contribuer, « afin que ce fonds puisse transformer la vie des personnes touchées et leur offrir une forme de réparation. »

Kasaï-Central : le programme d'urgence de Félix Tshisekedi piétine. La population du Kasaï-Central piaffé d'impatience de voir ce premier projet du chef de l'Etat démarrer comme dans d'autres provinces du pays. Seul l'Office des routes (OR) affirme avoir entamé les travaux de suppression des bourniers sur les 60 km du tronçon Kananga-Tshikapa. D'autres entreprises de l'Etat disent attendre encore les moyens de Kinshasa. Le directeur provincial de la Regideso, par exemple, indique avoir déjà réceptionné les matériels mais croit débiter les travaux au mois de mai prochain. En ce qui concerne l'habitat, le chef de division provinciale dit n'avoir pas encore reçu les fonds de démarrage des travaux de construction de logements sociaux, en province. Le directeur provincial de la Snel dit également attendre les moyens financiers et autres accessoires pour l'amélioration de la desserte en énergie électrique en ville.

Maniema: mise en place d'une police fluviale pour contrôler le trafic sur le fleuve. Le gouverneur intérimaire de la province du Maniema a mis en place une police fluviale pour contrôler les mouvements et le chargement des pirogues sur le fleuve Congo. Il a aussi annoncé la suspension du chef de bureau des Transports et voies de communication de la commune de Mikelenge. Il lui reproche d'avoir autorisé un armateur radié de naviguer nuitamment sur un tronçon non navigable.

Réforme du système pénitentiaire : la RDC compte sur l'appui de la Monusco « Le gouvernement congolais s'appuie sur la Monusco dans le processus entrepris pour la réforme du système pénitentiaire du pays », a déclaré le secrétaire général de la Justice, mardi 23 avril à l'ouverture d'un atelier de réflexion sur l'élaboration d'un plan biennal de l'administration pénitentiaire. Selon Georges Mpulu, l'administration pénitentiaire est confrontée à divers défis, entre autres la protection des droits des détenus, la réforme de l'administration pénitentiaire et la réhabilitation d'infrastructures pénitentiaires.

Centres d'Ebola de Butembo et Katwa : le personnel médical menace de débrayer. Les agents de santé travaillant aux centres de traitement Ebola de Butembo et Katwa menacent de suspendre toutes les activités dans ces structures, si leur sécurité n'est pas garantie. C'est une centaine de médecins, infirmiers, et hygiénistes qui disent craindre pour leur sécurité. Ces personnes qui travaillent, depuis huit mois aux centres de traitement Ebola de Butembo et Katwa dénoncent les menaces de mort proférées par la population envers les agents qui travaillent dans ces structures de santé, les incursions nocturnes dans leurs domiciles et l'assassinat des agents impliqués dans la riposte contre Ebola.

Haut-Lomami : les autorités dissuadent les sectes réfractaires à la vaccination. La campagne de vaccination et de riposte contre la rougeole et la poliomyélite dans le Haut-Lomami est entrée à son deuxième jour mardi 23 avril. Un engouement des parents qui font vacciner leurs enfants est observé lors de cette campagne qui intervient dans un contexte marqué par l'existence de sectes réfractaires à la vaccination. Dix zones de santé sur les seize que compte la province sont touchées par l'épidémie de rougeole. Pour le ministre provincial de la Santé, aussi longtemps qu'il y aura des sectes réfractaires à la vaccination dans différentes zones de santé, on ne pourrait venir à bout de l'épidémie de rougeole. Celle-ci a déjà fait plusieurs dizaines des morts d'enfants de moins de cinq ans. Et pour convaincre les réfractaires, Elie Muyombi annonce l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation sur les bienfaits du vaccin dans l'organisme humain. Cette

sensibilisation se fait de porte à porte, à travers les médias et aussi dans les églises. Et pour atteindre un plus large public, les organisations de la société civile et les ONG qui œuvrent dans le domaine de la santé sont mis à contribution.

Assemblée nationale : Jeannine Mabunda, 4e présidente du bureau définitif depuis 2006. La députée nationale PPRD, Jeannine Mabunda, est la nouvelle présidente du bureau définitif de l'Assemblée nationale. Candidate unique après l'invalidation de son concurrent, Henri-Thomas Lokondo, elle a obtenu 375 voix sur les 383 possibles, à l'issue de l'élection qui s'est déroulée mercredi 24 avril. Mme Mabunda représente le ticket FCC-CACH. La présidente Mabunda sera secondée de Jean-Marc Kabund-A-Kabund, comme premier vice-président. Le président intérimaire de l'UDPS obtient 350 voix.

Jeanine Mabunda place le contrôle et la diplomatie parlementaires au centre de son mandat. « Notre travail sera axé sur le domaine législatif, sur le contrôle parlementaire, sur le réexamen du social des députés et sur la diplomatie parlementaire. Je voudrais aussi attirer votre attention sur les priorités de la présente session à savoir la mise en place des autres organes de l'Assemblée nationale et l'approbation du programme du gouvernement suivi de son investiture. Votre bureau va engager des consultations en vue de la mise en place des autres organes prévus par notre règlement intérieur notamment les commissions permanentes, les groupes parlementaires, le comité de sage », a promis Jeanine Mabunda. Selon elle, la mise en place de ces organes est un préalable nécessaire à la convocation de la conférence des présidents qui va décider de l'adoption du calendrier de cette session ordinaire ouverte depuis le 15 mars 2019.

Sud-Ubangi : un conflit foncier dégénère : au moins 40 maisons incendiées dans le territoire de Kungu. Un conflit foncier a dégénéré en affrontement samedi 20 avril entre les villages Bosonalongo et Bosozaya en territoire de Kungu. On compte 43 maisons et 2 écoles totalement incendiées, 4 blessés graves et des centaines d'habitants réfugiés dans la forêt.

Tshopo : Félix Tshisekedi évalue la situation sécuritaire à Kisangani et dans la province. Le chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi a présidé ce mercredi 24 avril à Kisangani une réunion du conseil provincial de sécurité avec les responsables provinciaux politico-administratifs et des services de sécurité pour évaluer la situation sécuritaire dans la ville de Kisangani et dans la province. L'insécurité qui sévit dans le territoire d'Ubundu, à 128 km de Kisangani, a aussi été au centre des discussions. Des groupes armés identifiés comme des Maï-Maï s'affrontent régulièrement aux forces loyales. L'on compte plus de 6000 déplacés sans assistance, note la presse de la Présidence de la République. Le Président de la République s'est aussi rendu au campus universitaire de l'UNIKIS. Dans son adresse à la communauté universitaire, Félix-Antoine Tshisekedi a réaffirmé son engagement de résoudre les problèmes qui minent cette institution. Il y a quelques semaines, le chef de l'Etat avait dépêché son conseiller culturel en vue d'évaluer la crise sociale qui a causé mort d'hommes et détruit quelques infrastructures au sein de cette institution universitaire. Le Président Tshisekedi a aussi inauguré, ce même mercredi, le pont Lubunga. Ce pont va rétablir le trafic entre les provinces de la Tshopo, de Tshuapa, Sankuru, et le Kasai Central. Cela va entraîner la baisse des coûts des denrées alimentaires, indiquent les responsables du FPI.

Fin de l'instruction du contentieux des résultats des législatives nationales à la Cour constitutionnelle. L'instruction du contentieux des résultats des élections législatives nationales à la Cour constitutionnelle a pris fin, annoncent ce mercredi 24 avril les avocats qui suivaient les dossiers. Depuis lundi dernier, les juges ont entamé le prononcé des arrêts relatifs à ce contentieux débuté deux mois passés.

Meurtre du médecin de l'OMS à Butembo : 11 présumés auteurs de l'attaque arrêtés. « Nous annonçons l'arrestation des auteurs de l'attaque des cliniques universitaires de l'Université Catholique du Graben de Butembo ayant coûté la vie à un médecin de l'OMS. Parmi les gens que l'auditorat militaire près la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu a interpellé, il y a quatre auteurs moraux, trois auteurs matériels c'est-à-dire ceux qui ont tiré sur le médecin et l'infirmier et aussi en dehors de ces sept il y a quatre Maï-Maï qui ont participé à la réunion ou à la préparation de l'attaque des équipes de riposte contre Ebola à Butembo », détaille le major Mak Hazukay. Ce médecin camerounais a été tué vendredi 19 avril à Butembo dans une attaque des hommes armés contre une équipe de riposte contre la maladie à virus Ebola dans l'enceinte de la clinique universitaire de l'Université catholique du Graben.

Jeudi 25 avril.

Kinshasa : l'ACGT compte construire des logements collectifs et restaurants le long du fleuve Congo. L'Agence congolaise des grands travaux a débuté mercredi 24 avril les premiers échanges avec l'entreprise Startones pour la concrétisation du projet de construction de la corniche le long du fleuve Congo. Il y sera érigé des hôtels, restaurants, commerces, centres culturels, des logements collectifs. Ce projet consiste en la construction des immeubles modernes, infrastructures attractives et d'urbanisation avec quatre quartiers à usage mixte le long du littoral sur une superficie de 187 hectares. Ce projet de plus d'un milliards et demi de dollar vise la valorisation et l'embellissement de la zone côtière selon

les standards internationaux. Le projet est divisé en 4 zones. Il partira de la résidence de l'ambassadeur de France jusqu'au collecteur situé au niveau du Mont Ngaliema.

Acteurs politiques et sociaux partagés sur le bilan de Félix Tshisekedi, trois mois après son investiture. Des avis sont partagés entre acteurs politiques et sociaux, trois mois après que le président Felix Antoine Tshisekedi est à la tête du pays. « Il y a d'abord le respect des droits de l'homme, aujourd'hui les manifestations publiques sont autorisées, les réunions publiques se tiennent, les marches se tiennent, et il y a aussi la libération des prisonniers politique. Et maintenant, le président Moïse Katumbi peut revenir sans problème », évalue Laurent Batumona, cadre de Cap pour le changement, plateforme au pouvoir. Il note sur le plan social le lancement des travaux de réparation des routes qui s'exécutent à travers toute la République. Sur le plan politique, il évoque aussi le mariage FCC-CACH qui « revient à des bons termes. » L'avis de Laurent Batumona est aussi partagé par Me Georges Kapiamba, président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ). Il estime que les premiers actes du chef de l'Etat sont à encourager, spécialement concernant le respect des droits et libertés fondamentaux. Il dit avoir vérifié que « les gens ne sont plus arrêtés, détenus, torturés ou maltraités dans les cachots de ces services. » Pour l'opposition, au-delà du symbolique et des actions d'éclats du chef de l'Etat, trois mois après, le pays navigue à vue sans un gouvernement responsable qui, au regard de la Constitution, devrait normalement engager toutes les actions mises à l'actif du président de la République. Pour le député national du MLC, Jacques Djoli, 3 mois après l'investiture du chef de l'Etat, la RDC est sur le plan institutionnel « au point zéro. » « Nous n'avons pas de gouvernement. Et sur le plan économique, si vous voyez le résultat que publie la Banque centrale nous sommes dans une forme de gouvernance incertaine, voire confuse avec des sorties des fonds qui n'obéissent pas à l'orthodoxie financière. Et sur le plan social, il est difficile d'avoir des retombées ».

Kongo-Central : incursion des militaires angolais à Lukula, à la recherche des rebelles du FLEC. La société civile du territoire de Lukula annonce l'incursion, depuis mercredi 24 avril, de plus d'une centaine de milliers de l'armée angolaise dans cette partie du Kongo-Central. Selon la société civile, les soldats angolais justifient leur incursion en territoire congolais pour pourchasser les rebelles du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), qui auraient leur base arrière dans cette partie du Kongo-Central. Cette incursion a créé une panique au sein de la population jusque jeudi 25 avril, avec des déplacements de population. Elle craint des représailles de ces forces armées angolaises (FAA), qui ont regagné leur pays, deux heures après.

A Genève, la RDC reconnaît l'existence de la torture dans son milieu carcéral. « Il est important de rappeler que c'est surtout en milieu carcéral que la torture est pratiquée. (...) Mais nous avons également constaté que certains détenus infligent des violences physiques à l'encontre de leurs camarades codétenus » en RDC, a déclaré Marie-Ange Mushobekwa, la Ministre congolaise des droits humains devant le Comité réuni à Genève. D'autre part, certains détenus réservent les mêmes types de traitement aux personnels pénitenciers. « Ceci sans compter certains cas d'abus sexuels subis par les détenus hommes et femmes en prison », a ajouté la Ministre qui a insisté sur le fait que « tout cela doit cesser. (...) Au-delà des discours, la seule manière d'éliminer la torture en milieu carcéral, c'est la sanction et la prévention. Une sanction sévère, à la hauteur du crime commis. Et la prévention en vulgarisant la loi qui criminalise la torture en RDC », a-t-elle dit. Devant le Comité contre la torture, Mme Mushobekwa a rappelé que son ministère a choisi, depuis 2017, de commémorer chaque année la Journée internationale de lutte contre la torture dans une prison de la RDC. La Ministre a précisé vouloir ainsi exprimer la solidarité et le soutien de son ministère aux victimes de la torture sous toutes ses formes.

L'aide du PAM est vitale pour briser la chaîne de transmission du virus Ebola. « L'épidémie d'Ebola est une crise qui se produit dans le cadre de la crise humanitaire plus large de la RDC où le PAM fournit une aide vitale à plus de 5 millions de personnes. Pour gérer ces deux opérations simultanément, nous avons un besoin urgent de ressources supplémentaires », a déclaré le Directeur du PAM en RDC, Claude Jibidar. Le PAM aide à contenir le virus Ebola en fournissant de la nourriture aux personnes susceptibles d'être porteuses du virus et en fournissant des services logistiques essentiels, y compris des vols, qui permettent aux intervenants d'atteindre rapidement les zones nouvelles ou éloignées où des foyers se sont déclarés. Le comité d'urgence convoqué par le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est récemment déclaré profondément préoccupé par l'augmentation récente de la transmission dans des zones spécifiques et par le risque potentiel de propagation aux pays voisins. Pour son opération Ebola, le PAM a besoin de 20,5 millions de dollars pour les trois prochains mois et a reçu un peu plus de 6 millions de dollars à ce jour. Dans le cadre de l'intervention menée par le gouvernement, le PAM a apporté une aide alimentaire et nutritionnelle à 264.000 personnes depuis août 2018. La nourriture est actuellement livrée dans 89 points de distribution dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Lualaba : un présumé bandit d'origine tanzanienne arrêté à Kolwezi (Police). Cet homme de nationalité tanzanienne a été appréhendé vers 2 h du matin pendant qu'il opérait avec ses trois amis dans bureaux de l'entreprise minière Métal Mines. « Ils ont grimpé le mur, ils sont entrés, ils sont allés jusque-là où l'on cache le coffre-fort. Ils ont dévalisé tout ce qui

était dedans. Il y a un qu'on a arrêté avec tout leur matériel », a expliqué le commandant de la police nationale de la ville de Likasi.

La RDC a enregistré plus de 18 millions cas de paludisme en 2018. La RDC a enregistré plus de 18 millions de cas de paludisme dont plus de 18 000 décès, a déclaré le ministre de la Santé publique Oly Ilunga ce jeudi 25 avril. C'est à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du paludisme. Il a fait remarquer que le paludisme reste le premier motif de morbidité, d'hospitalisation et de mortalité en RDC.

Nord-Kivu : les associations féminines demandent à Mme Mabunda de faire preuve de neutralité et de promouvoir la femme. « Aujourd'hui nous pouvons croire à un avenir meilleur pour la femme. Nous pensons que le fait seulement pour madame Jeanine Mabunda d'occuper ce poste, cela constitue une victoire et surtout qu'on a choisi une femme avec beaucoup de compétences, nous pensons qu'elle va mettre ses compétences au profit de toute la Nation congolaise pour faire en sorte qu'au niveau du parlement qu'on sente que c'est une institution qui appuie la démocratie, que les débats seront très bien dirigés en toute neutralité, c'est tout ce que nous voulons. Qu'elle démontre que les femmes peuvent aussi apporter leurs contributions dans la construction du pays », a souhaité Nelly Mbagu Lumbulumbu.

Vendredi 26 avril.

80% des ex-détenus de Makala ont regagné la prison par manque de moyens de subsistance. « Nous en tant que pénitenciers, nous n'avons pas compris ce phénomène. Il y a certains parmi eux qui n'ont pas de maisons et qui veulent rester dans des camps de détention. L'administration pénitentiaire ne peut pas comprendre que quelqu'un qui a passé 12 ans dans une prison puisse, après un mois, y rentrer. C'est un phénomène que nous étudions afin de trouver une solution. Certains mêmes commettent de petites infractions pour regagner la prison parce que là ils se sentaient mieux », explique Georges Mfulu Mabi Makanda, secrétaire général du ministère de la Justice. Concernant les conclusions de cet atelier, qui s'est tenu du 23 au 25 avril à Kinshasa avec l'implication de la Monusco, le secrétaire général Mfulu a indiqué que le ministre de la Justice Alexis les attendait « avec intérêt pour des actions en faveur de l'amélioration de la gestion pénitentiaire en RDC ».

Kinshasa: les habitants déplorent l'insalubrité. Le marché central de Kinshasa est l'un des endroits cités par les Kinois comme le lieu qui agace les clients et les vendeurs. L'un des vendeurs accuse les autorités provinciales qui gèrent la ville d'être responsable de la situation : « Kinshasa est trop sale surtout ici à Zando [Marché central]. Les autorités de Kinshasa sont à la base de cette saleté. Comment se fait-il qu'elles perçoivent des taxes tous les jours, mais Zando demeure toujours sale », s'interroge un vendeur. A la Place de la Victoire dans la commune de Kalamu, les habitants indexent les responsables des supermarchés.

Recommandations d'experts pour éviter les maladies liées au volcan à Goma. Les cendres et autres gaz volcaniques sont à la base de certaines maladies à Goma et environs, a indiqué jeudi 25 avril une équipe mixte des chercheurs congolais et camerounais, après une recherche de deux ans, par le biais de certaines structures de santé dans la région. Parmi ces maladies, figurent les bronchites, l'asthme, la conjonctivite, la cécité ou la coloration des dents, très remarquables dans la zone. Une cinquantaine des scientifiques ont émis quelques recommandations aux chercheurs et aux autorités, en vue de baisser l'acuité de ces pathologies sur la santé de la population. « Les gens qui ont déjà des complications respiratoires pendant l'éruption, [il leur est recommandé] de rester dans des maisons ; pour les maladies de la peau pendant les éruptions de couvrir la peau, par porter des habits qui couvrent tout le corps ; et pour les maladies des yeux porter des lunettes qui couvrent les yeux et ne pas les exposer », a recommandé le directeur de l'Observatoire volcanique de Goma (OVG), Katcho Karume.

Sud-Kivu: les armateurs dénoncent les tracasseries militaires sur le lac Tanganyika. L'Association coopérative des armateurs du lac Tanganyika (ASCOAT) a reçu un rapport indiquant que chaque embarcation à moteur qui accoste dans les villages d'Ubwari est obligée de remettre une quantité de carburant aux éléments de la force navale positionnés sur le littoral.

Les armateurs tournent leur regard vers le gouvernement, à qui ils demandent de résoudre cette situation qui asphyxie leurs activités.

Accident de circulation à Nzilo : huit nouveaux corps repêchés. Huit nouveaux corps ont été repêchés jeudi 25 avril du lac artificiel Nzilo, dans la ville de Kolwezi (Lualaba). Ces huit personnes s'ajoutent aux deux autres dont les corps ont été retrouvés lundi dernier dans les profondeurs de ce lac. Toutes ces personnes ont péri dans un accident de circulation qui s'est produit au pied de la montagne Nzilo, menant au barrage du même nom à Kolwezi dans le Lualaba. Ces personnes,

douze au total, se trouvaient à bord du véhicule 4X4 de la Société nationale d'électricité (Snel) qui avait fini sa course dans ce lac. Il y avait huit étudiants et quatre agents de la Snel, dont un chauffeur, deux opérateurs et un chef d'entretien.

Nord-Kivu : 97 conflits fonciers résolus à Nyiragongo grâce à la Monusco. Au moins 97 conflits fonciers, résolus à travers des médiations et compromis entre différents protagonistes, ont été homologués par le tribunal de paix du territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Les 45 derniers jugements ont été rendus à l'issue de la troisième et dernière audience foraine organisée jeudi 25 avril à Kibumba, environ 30 kms au nord de Goma. Les compromis homologués font office de titres fonciers en faveur des bénéficiaires. Ces audiences ont été organisées dans le cadre du projet de Réduction des risques des violences communautaires liées aux problèmes fonciers dans le territoire de Nyiragongo. Ce projet de huit mois est exécuté par l'ONG Centre interculturel pour la paix dans le Grands Lacs (CIPGL) et financé par la Monusco.

Beni : Devid Gressly et Michael Hammer évaluent la situation sécuritaire et l'évolution du virus Ebola. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en charge des opérations et de l'Etat de droit, David Gressly, et l'ambassadeur des États-Unis en RDC, Michael Hammer, ont effectué une visite de travail de quelques heures ce vendredi 26 avril à Beni au Nord-Kivu. L'objectif était de faire une évaluation exhaustive de la situation sécuritaire et de l'épidémie à Virus Ebola dans la région. Cette maladie a déjà fait plus de 600 morts, pour plus de 1000 cas enregistrés.

Meurtre du médecin de l'OMS à Butembo : la société civile appelle à la tenue des audiences publiques. La société civile du Nord-Kivu a appelé, vendredi 26 avril, à la tenue des audiences publiques de onze présumés auteurs de l'assassinat il y a sept jours à Butembo du Dr Richard Mouzokou expert de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il travaillait dans la riposte contre l'épidémie à virus Ebola dans cette ville. La société civile voudrait aussi que les audiences publiques soient organisées le plus vite possible à Butembo, afin que les membres des équipes de la riposte, la population toute entière sachent les raisons de ce meurtre.

Samedi 27 avril.

La situation sécuritaire relativement calme à Uvira. La situation sécuritaire est relativement calme dans une grande partie des moyens plateaux de la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira (Sud-Kivu), malgré quelques cas isolés d'activités criminelles contre la population. Ce constat a été fait vendredi 26 avril, lors de la réunion conjointe de sécurité à Sange. L'objectif était d'évaluer l'évolution de la sécurité dans leur zone de responsabilité, d'évaluer l'opération en cours des Fardc contre les groupes armés et d'échanger sur l'intention alléguée des combattants Maï-Maï Kijangala, Buhirwa, Songa-Kivue et Mwenyemali de se rendre. Les participants à cette réunion de sécurité recommandent aux forces de l'ordre et de la défense de rester vigilantes et d'accroître le nombre de patrouilles sur la route nationale numéro 5, dans la plaine de Ruzizi. Le but poursuivi est de dissuader les coupeurs de route qui tendent des embuscades aux piétons et aux véhicules le long de la route.

Ebola : six nouveaux détectés au Nord-Kivu et en Ituri. Le ministère de la Santé publique rapporte six nouveaux cas de la maladie à virus Ebola : trois à Katwa au Nord-Kivu et trois autres cas à Mandima en Ituri. Cinq décès sont également signalés : deux décès dans les communautés (à Katwa et à Mandima) et trois autres décès au centre de traitement Ebola de Butembo. Le ministère de la Santé annonce par ailleurs que 258 cas suspects sont en cours d'investigation.

Reprise des activités au tribunal de Tshimbulu, après trois ans d'arrêt. La Commission Justice et paix de l'archidiocèse de Kananga a salué jeudi 25 avril la reprise des activités du Tribunal de grande instance (TGI) de Tshimbulu, qui ne fonctionnait plus depuis près de trois ans. L'un des membres de cette structure catholique, Me Benoit Ndambi, a cependant invité le Conseil supérieur de la magistrature à s'activer pour l'amélioration des conditions professionnelles des juges commis au TGI/Tshimbulu. Joint au téléphone, le président de cette juridiction confirme que le TGI/Tshimbulu manque de tout.

Les alliés de l'UDPS réaffirment leur soutien à Félix Tshisekedi. Ils l'encouragent dans sa démarche de la restauration de la sécurité et la paix dans les zones du pays en proie à l'insécurité. Les forces politiques alliées de l'UDPS disent continuer de croire à la coalition entre le FCC et CACH. Toutefois, soutiennent-elles, il revient aux deux parties d'évaluer au fil des années cet accord en vue d'arriver à un consensus pour la gestion de la République.

Les miliciens multiplient des exactions à Masisi. Les habitants de Nyange, Bibwe, Mpati et ses alentours, dans le groupement Bashali Mukoto en chefferie de Bashali en territoire de Masisi (Nord-Kivu) dénoncent les pillages, viols, taxes et barrières illégales, arrestations arbitraires... dont ils sont victimes de la part d'hommes armés. Partout dans les champs, au village, au marché ou sur les routes, les Nyatura, les Nduma ou les combattants de Kavumbi sont toujours présents. Et tous,

ils exigent des paiements, des récoltes et toutes sortes de biens. La population exhorte le gouvernement à déployer l'armée et à restaurer l'autorité de l'Etat dans la région.

Ituri : un sous-officier condamné à de trois civils et de la blessure par balle de trois autres dans le village Kalabaou, chefferie de Jukoth à Mahagi. Les faits se sont déroulés il y a de cela quelques semaines. Ce jour-là, les victimes se disputaient entre elles, munies d'armes blanches. Le militaire, qui était à son poste non loin du lieu, a tenté de les calmer ; en vain. C'est ainsi que qu'il avait pris son arme et tiré dans la foule. Le second militaire est le soldat de deuxième classe Papy Mujinga. Il a été condamné à vingt ans de prison ferme pour meurtre. Il était accusé d'avoir tué par balle un agent de la Direction générale de migration (DGM), le 30 janvier dernier à Mahagi.

Dimanche 28 avril.

Lutte contre Ebola : Félix Tshisekedi crée un comité de pilotage multisectoriel et collégial. « La gestion de l'épidémie est désormais collégiale et multisectorielle. Un comité de pilotage de riposte a été créé », indique un compte rendu de la Présidence de la République. « Compte tenu du contexte sécurité difficile, cette épidémie a dépassé le seul cadre de la santé publique. Jusqu'à présent, l'épidémie a pu être contenue dans deux provinces de la RDC. Mais pour y mettre définitivement fin, il est nécessaire de renforcer la composante multisectorielle de la riposte, et donc l'implication d'autres ministères-clés, sous la coordination du Premier ministre », a indiqué dans un communiqué le ministère de la Santé. Le Président Tshisekedi a aussi décidé le renforcement du rôle de la police nationale et l'armée en collaboration avec la Monusco en vue de sécuriser les centres de riposte et de traitement contre Ebola. Les ministères des Finances et du Budget ont été instruits « pour mettre les moyens conséquents à la disposition du Comité de pilotage de riposte afin que les experts disposent de toute la logistique appropriée ».

A Bruxelles, la coalition Lamuka se transforme en plateforme politique avec une présidence tournante. Les leaders de Lamuka Moïse Katumbi, Mbusa Nyamwisi, Martin Fayulu, Adolphe Muzito, Freddy Matungulu et Jean-Pierre Bemba qui se sont réunis du 26 au 27 avril à Bruxelles en Belgique ont décidé de transformer la coalition Lamuka en une plateforme politique avec une présidence tournante d'une durée d'un trimestre. Cette présidence sera assumée par un coordonnateur du présidium. Moïse Katumbi Chapwe devient coordonnateur pour une durée de 3 mois selon l'ordre de la présidence tournante. La plateforme Lamuka se donne pour objectif fondamental de travailler conjointement et solidairement dans un esprit démocratique et dans la transparence en vue d'obtenir l'unité dynamique de ses membres dans les actions politiques à mener afin de conquérir le pouvoir en RDC. Les axes principaux de cette plateforme sont les suivants : La défense de la constitution, spécialement dans ses articles intangibles ; La mobilisation du peuple pour une alternance démocratique et politique, reflétant la vérité du choix des électeurs ; La promotion d'un Etat de droit et d'une meilleure gouvernance de la chose publique ; L'éradication des antivaleurs.

Epreuves hors-session de l'Examen d'Etat : « tout est prêt », selon Emery Okundji. « Tout est prêt pour que les élèves débutent les épreuves hors-session de l'Examen d'Etat, éditions 2019, le jeudi 2 mai, sur toute l'étendue de la RDC », a déclaré Emery Okundji, ministre intérimaire de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), samedi 27 avril.

Protection des civils au Haut-Katanga : la MONUSCO facilite la mise en place des comités locaux d'alerte à Pweto. « Dans ces comités, nous avons toutes les autorités impliquées dans la protection des civils. Et c'est à partir de cette proximité que nous avons créée, nous allons faire des rencontres régulières pour échanger les informations que nous rapportions autre fois au Bureau de la Monusco. C'est déjà un signe précurseur de la continuité du travail de protection que faisait la Monusco », a indiqué Me Delphin Luembe de l'ONG Libertas. Tous les participants à cette rencontre se sont engagés dans la lutte pour la protection des civils dans leurs communautés respectives. Ils ont fait le constat selon lequel la sécurité et la protection des civils n'est pas le seul apanage des autorités politico-administratives. Chacun doit y apporter sa contribution.

Les Etats-Unis prêts à accompagner Félix Tshisekedi dans la lutte contre la corruption et l'insécurité (Mike Hammer). Selon Mike Hammer, ambassadeur des Etats-Unis en RDC, les deux fléaux qui n'ont pas facilité aux investisseurs étrangers de s'installer en RDC. L'ambassadeur encourage les jeunes à se former pour appuyer le président de la République dans ses priorités. Il ajoute que ces jeunes peuvent bénéficier des opportunités de formation qu'offrent son pays.

Bukavu : des bâtiments de l'ISP Bukavu vandalisés par les motocyclistes. Les étudiants veulent que les frais académiques soient payés au taux de 920 FC pour 1 USD, alors que sur le marché le dollar est changé au taux de 1650 FC.

Ils ont alors barricadé des routes qui mènent vers l'ISP, rendant ainsi impossible toute circulation. Un motocycliste qui faisait le taxi a franchi de force la barricade érigée par les étudiants. Il a été suivi par d'autres motocyclistes. Etudiants et motocyclistes ont recouru aux pierres pour régler l'affaire. Les motards ont alors saccagé les vitres des immeubles de l'ISP Bukavu. Certaines maisons situées dans les environs de l'ISP Bukavu n'ont pas été épargnées.

Lundi 29 avril.

Martin Fayulu demande à Félix Tshisekedi de démissionner. « Je suis de retour et nous allons demander à notre frère Félix Tshisekedi de démissionner (...) Il n'y a pas de premier ministre après 94 jours de gouvernance. Il n'y a pas de gouvernement. Cela veut dire, mes frères, que nous n'avons rien dans ce pays la RDC (...) », a déclaré Martin Fayulu. Il a aussi annoncé le retour de Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba et Mbusa Nyamwisi en RDC. L'ancien candidat à la présidence de la République a, en outre, annoncé la tenue dans les prochains jours des plusieurs manifestations populaires pacifiques pour réclamer la vérité des urnes. La plateforme Lamuka se donne pour objectif fondamental de travailler conjointement et solidairement dans un esprit démocratique et dans la transparence en vue d'obtenir l'unité dynamique de ses membres dans les actions politiques à mener afin de conquérir le pouvoir en RDC.

Le BCNUDH a documenté 491 violations des droits de l'homme au mois de mars. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a publié un communiqué qui signale que sur l'ensemble du territoire, les agents de l'Etat sont responsables de 61% des violations documentées, dont les exécutions extrajudiciaires de 37 personnes, parmi lesquelles au moins 13 femmes, tandis que 39% ont été perpétrées par les combattants des groupes armés, dont les exécutions sommaires de 53 civils, dont au moins 11 femmes et deux enfants. Globalement, indique le rapport, les agents de l'Etat ont commis plus de violations en mars (301 violations) que le mois précédent (260 en février 2019), tandis que les groupes armés en ont commis moins (190 atteintes en mars). Près de 79% des violations et atteintes ont été commises dans les provinces affectées par les conflits armés (389 violations), entraînant la mort d'au moins 69 civils, dont 16 femmes. Le nombre de victimes de violences sexuelles liées au conflit a connu une légère diminution par rapport au mois précédent (50 femmes adultes et sept filles). **Justice rendue.** Le rapport note qu'au moins 11 militaires des Fardc et 75 agents de la PNC ont été condamnés pour des violations des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC. Dans le cadre de son programme de protection, le BCNUDH a traité, sur l'ensemble du territoire de la RDC, 17 cas de menaces et violations des droits de l'homme à l'encontre de 31 personnes, parmi lesquels 27 défenseurs des droits de l'homme et quatre journalistes.

Programme des 100 jours de Félix Tshisekedi : « Le taux d'exécution des routes varie jusqu'à 80% de réalisation », affirme Benjamin Wenga. Le Directeur général de l'Office des voiries et drainage (OVD), Benjamin Wenga, affirme que 20 à 80% de travaux sont déjà exécutés, en dehors des viaducs ou saute-moutons à construire dans quelques carrefours retenus par ce programme. Le DG de l'OVD invite les kinois à aller vérifier l'évolution des travaux sur des avenues telles que Bokasa, Kabambare, Saio et sur bien d'autres sites où les travaux sont pratiquement à la fin. Parlant des saute-moutons, Benjamin Wenga annonce que les travaux de ces ouvrages vont bientôt démarrer sur les grands carrefours retenus. Benjamin Wenga avoue n'avoir aucune difficulté liée au financement de ces travaux.

Examen d'Etat au Nord-Kivu : les inspecteurs de l'ESPS accusés d'exclure ceux de la Formation professionnelle. « Nous voulons que nos droits soient respectés. Lorsque l'Examen d'Etat est organisé, il y a des centres de gestion. Chaque centre est géré par une commission. Ceux de l'EPSP ont pris la gestion de tous les centres et n'ont aligné aucun de nos inspecteurs. Nous n'apprécions pas cette discrimination de l'EPSP. C'est vrai, on lui a reconnu le leadership dans l'organisation de l'examen d'Etat. On a tracé des lignes. Mais l'EPSP est allé au-delà », argumente Arthur MUyali, l'un de ces inspecteurs du ministère de la FPMA. Pour sa part, la ministre provinciale de l'Education accusée d'entretenir cette crise, explique que ce sont plutôt les deux ministres nationaux qui sont à la base de cette situation. « Nous demandons à ces inspecteurs d'être calmes. Du moment où il y a cette commission qui travaille au niveau de Kinshasa, ils doivent attendre les résolutions de cette commission. C'est cette commission qui nous donnera la ligne de conduite à suivre au niveau des provinces », a précisé Adèle Bazizane.

La plateforme politique Bokeseni invite Félix Tshisekedi à s'impliquer pour la tenue des municipales. Le coordonnateur de la plateforme Bokeseni attend donc l'implication du Président de la République pour que les entités territoriales décentralisées fonctionnent selon les lois du pays partant des élections à tenir, après celles de la présidentielle et des députés provinciaux et nationaux. Depuis deux échéances électorales, les élections des entités territoriales n'ont pas été tenues, et cela perturbent leur fonctionnement, selon Simon Niaku.

Manifestations des médecins pour réclamer la paie de la prime de risque. Les médecins congolais ont manifesté lundi 29 avril dans plusieurs villes du pays pour réclamer la paie de la prime de risque et l'inscription sur les listes de paie

(mécanisation). Ils ont manifesté principalement à Goma, Mbuji-Mayi, Kisangani, Kolwezi, Kikwit et à Kinshasa. « Il y a eu des négociations menées à Kinshasa entre les représentants de notre collectif avec le Chef de l'Etat qui s'était fait représenter par le directeur de son cabinet. Réunion à l'issue de laquelle, le Chef de l'Etat a promis de mécaniser et aligner 4 500 médecins pour la prime de ce mois d'avril. Chose qui n'a pas été faite. Lors de son passage ici au Nord-Kivu, à Beni, le Chef de l'Etat a réitéré son engagement, celui de mécaniser et aligner les médecins pour qu'ils puissent bénéficier de la prime de risque afin d'améliorer leur social. Mais ça n'a pas été fait », a déploré le Dr Patrick Nziwa, l'un des manifestants.

Selembao : un lac artificiel perturbe la circulation entre le marché et la prison de Makala. L'avenue de Libération (ex-24 novembre) s'est considérablement dégradée ces derniers temps au niveau de la commune de Selembao, notamment dans sa partie comprise entre le marché de cette municipalité et la Prison centrale de Makala. « Cet endroit ne nous permet plus de travailler comme à l'accoutumé. La situation s'est aggravée avec la fuite d'eau du tuyau de la Regideso, et les véhicules ne peuvent plus joindre les deux arrêts », a déclaré un usager de ce tronçon.

Bas-Uele : reprise des activités dans la cité d'Ango après 3 jours de grève. Cette reprise fait suite à un compromis entre le service d'hydrocarbure et les opérateurs économiques du secteur pétrolier, accord facilité par l'administrateur du territoire. Les opérateurs économiques avaient arrêté toutes leurs activités à cause du recouvrement forcé de la taxe sur les produits pétroliers déclenché le vendredi 26 avril matin par l'antenne du ministère des Hydrocarbures d'Ango. L'administrateur du territoire d'Ango Joseph Kambili a convoqué dimanche 28 avril une rencontre entre le chef d'antenne des hydrocarbures et les opérateurs pétroliers. D'après le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC/Ango), cette grève a été occasionnée par la mauvaise application de l'ordre de mission de l'antenne des hydrocarbures du territoire. Dans cet ordre, il est indiqué que les agents devraient procéder à la vérification et contrôle de produits pétroliers et non au recouvrement forcé. Il ajoute que le recouvrement forcé en principe intervient au troisième trimestre de l'année. Le premier trimestre de l'année concerne la sensibilisation au paiement et le deuxième qui va d'avril à juin au paiement sans contrainte.

Kikwit : les médecins menacent d'aller en grève. Environ 80 médecins du secteur public de Kikwit et des environs ont marché dans les rues de Kikwit dans la province du Kwilu. Ils menacent d'aller en grève dans les trois semaines qui suivent le dépôt de leur mémorandum, si aucune solution n'est trouvée. « Clochardisés et réduits à néant, sans considération sociale aucune », ces médecins dénoncent les injustices flagrantes constatées dans la paie de cette prime de risque à partir de Kinshasa, où « il faut compter sur des liens familiaux ou autres pour être sélectionné et payé. » Ils dénoncent également au niveau de la province du Kwilu à Bandundu la mécanisation (admission sur la liste de paie) fictive de 400 personnes lors de la récente mise en place. Ces médecins appellent enfin à l'humanisme du gouvernement pour que leur soient versées leurs primes de risque ; sans oublier leur admission sur la liste de paie. La situation date en effet, pour la plupart d'entre eux, de 2014.

Déplacement massif de la population au sud de Lubero. Plusieurs civils fuient depuis deux jours le village de Kateku dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) et se dirigent vers certains villages du sud du territoire de Lubero. Ils fuient l'activisme du groupe armé NDC-Guidon dans leur milieu d'origine, a indiqué l'administrateur de ce territoire, Patrick Nyembo wa Nyembo, lundi 29 avril.

Mardi 30 avril.

Kasongo Mwema et Tina Salama nommés porte-paroles de Félix Tshisekedi. Les heureux nominés vont travailler « en étroite collaboration avec les directions de la Presse Présidentielle et de la Communication » du Président de la République. Kasongo Mwema est ancien journaliste de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). Il a été attaché à la présidence de la République, pendant la IIe République. Le nouveau porte-parole du chef de l'Etat a également été journaliste à Radio France internationale (RFI). Kasongo Mwema est aussi professeur à l'Université de Lubumbashi. Il sera secondé de Tina Salama, directrice adjointe des programmes à Radio Okapi. Animatrice et productrice d'émissions, Tina Salama a aussi fréquenté l'IFASIC. Détentrice d'un diplôme de Licence en journalisme, Tina Salama va désormais se mettre au service du président Tshisekedi. Par ailleurs, le Président de la République a, dans une autre ordonnance, créé au sein de son cabinet un service spécialisé dénommé « service de porte-parole du Chef de l'Etat ».

Kinshasa: Inhumation mardi 30 avril de l'artiste Alfred Liyolo. Le corps de l'artiste sculpteur et professeur émérite, Alfred Liyolo Limbe, sera mis en terre mardi 30 avril au cimetière Nécropole entre terre et ciel. Décédé le 1er avril dernier à l'âge de 75 ans, à Vienne, en Autriche, Maître Liyolo a eu droit à une cérémonie académique doublée des hommages officiels à l'Académie des beaux-arts.

Les mandats des sénateurs validés, Joseph Kabila absent. Au cours de la plénière, le sénateur Berthold Ulungu a demandé le sort du sénateur Joseph Kabila absent au moment de la validation des pouvoirs. En réponse, Evariste Boshab a expliqué que l'ancien Président de la République est sénateur à vie conformément à la constitution. Conformément à l'article 108 de la constitution ainsi que 77 et 78 de la loi électorale, tout sénateur occupant une autre fonction incompatible à celle de sénateur dispose de huit jours pour choisir entre son nouveau mandat et la fonction actuelle. La prochaine plénière est prévue pour jeudi 2 mai et portera sur l'élaboration du règlement d'ordre intérieur.

Examen d'Etat au Kasai: les parents d'élèves dénoncent la hausse des frais de participation à la dissertation. Les parents d'élèves des écoles du territoire de Luebo (Kasai) accusent certains chefs d'établissements d'avoir fixé à 80 000 FC (50 USD), les frais de participation à l'épreuve de dissertation, préliminaire de l'Examen d'Etat, au lieu de 43 000 FC (Près de 27 USD) comme stipule l'arrêté du gouverneur. Ce dernier s'inquiète de voir ces élèves passer l'examen d'Etat et exige que le montant exorbitant soit levé afin que leurs enfants puissent présenter les examens.

EPSP : début de la paie des enseignants à Luiza. Le bureau de Caritas affirme avoir débuté en début du week-end dernier la paie des enseignants des territoires de Luiza et de Kazumba. Ceux du territoire de Kazumba doivent encore attendre le paiement de leurs frais de fonctionnement suite à la correction du montant envoyé et celui des chiffres réels, a fait savoir l'abbé Albert Kampata, directeur de Caritas dans cette contrée. Ces enseignants réclamaient leur salaire de mars et avril finissant.

La BAD prête à accompagner la RDC dans ses efforts de développement. Selon Donatien Kouassi (le chargé de Programmes pays principal de la BAD) le partenariat entre la RDC et la Banque africaine de développement (BAD) « est un partenariat fructueux, et une très bonne coopération. ». « Nous finançons beaucoup de projets ici dans différents secteurs. Et dans le cadre de cette audience, nous avons parlé de cela au Président de la République pour lui dire que nous sommes toujours prêts à l'accompagner dans ses efforts de développement. Nous avons beaucoup de projets en vue », a indiqué Donatien Kouassi Akoupo. Il est aussi revenu sur certains projets déjà validés et financés par la BAD en RDC : « Dans le cadre aéroportuaire, nous avons financé l'aéroport de N'djili qui est un projet très important. Nous avons, dans le cadre de l'eau et assainissement, financé un projet à Tshikapa. Nous venons, la semaine dernière, d'approuver un autre projet, qui permet de sortir les enfants des mines de cobalt ».

Assemblée nationale : le bureau échange sur la mise en place des commissions permanentes. « La présidente de l'Assemblée nationale nous a réuni pour circonscrire la manière dont nous devons marcher dans le traitement de différents dossiers au niveau du bureau. Il nous a demandé de nous pencher strictement sur le règlement d'ordre intérieur », a indiqué le rapporteur de l'Assemblée nationale, Célestin Musao Kalombo. Elle a aussi insisté aussi sur la possibilité pour le bureau de mettre en œuvre le plan d'actions concernant la réalisation du social des députés. Le bureau définitif de l'Assemblée nationale, conduit par Jeannine Mabunda, la présidente, a été installé le 24 avril, à l'issue du vote.

La migration définitive de la télévision analogique vers la TNT fixée en décembre. La migration totale du système de la télévision analogique vers la Télévision numérique terrestre (TNT) est fixée au mois de décembre 2019 à Kinshasa et en décembre 2020 dans les provinces. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion présidée par la direction de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) le lundi 29 avril. Pour le RENATELSAT, cette migration constitue une étape majeure pour la RDC qui doit bénéficier des avantages de la TNT entre autres la meilleure qualité d'image ou la diffusion des programmes en haute Définition.

Nord-Kivu : 6 morts et 90 maisons détruites à la suite de la pluie à Mahanga et Kashovu. Six personnes ont été tuées à la suite d'une forte pluie qui est tombée vendredi 26 avril aux villages Mahanga et Kashovu dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Au moins 90 maisons, 3 salles de classe d'une école et 6 ponts ont été détruits, rapporte le chef du secteur Osso Banyungu. Les sources locales renseignent que 300 maisons ont été inondées. « C'est difficile d'approvisionner tous les centres de santé de Nyabiondo, Lwibo, Lukweti et Burora. Le nombre des sinistrés on peut l'estimer à plus de 10 000 personnes parmi lesquelles les déplacés. Ce problème s'ajoute à celui d'insécurité dans la zone. Alors que les déplacés attendent l'assistance voilà que c'est toute la population de la zone qui est touchée. L'assistance pour ces sinistrés devrait être de nature d'abris, sanitaire, en vivres, puisque plusieurs maisons ont été détruites. Il faut aussi réhabiliter vite le pont Mbitsi qui relie Nyabiondo et Walikale. Car cette zone n'est plus reliée au chef-lieu de la province », plaide Emile Muhombo.

Journée de l'enseignement : le SYECO/Maniema demande la suppression de la prise en charge par les parents. Boubakar-Daniel Sumaili, secrétaire provincial adjoint chargé de l'administration de ce syndicat qualifie cette prise en charge d'un « système odieux qui a avili le système éducatif congolais. » Dans leur déclaration, les enseignants du

SYECO/Maniema exhortent aussi le chef de l'Etat de penser à l'amélioration sensible des conditions de vie et de travail des enseignants et du personnel de l'éducation. Boubakar Sumaili cite par exemple l'octroi d'un salaire décent, la mécanisation et budgétisation de tous les enseignants et personnel de l'éducation.

Sud-Ubangi : 3 blessés et 43 maisons incendiées à la suite d'un conflit foncier. D'après la société civile du territoire de Kungu, les habitants de Boso-Zaya se disputent une portion de la forêt qu'ils partagent avec leurs voisins de Boso-Malongo. Les Boso-Malongo qui accusent leurs voisins de dépasser les limites d'exploitation leur reconnues ont porté l'affaire à l'arbitrage du chef de secteur de Bomboma. Les Boso-Zaya, précise le président de la société civile locale, Emmanuel Bamolona, n'ont jamais été contents de la solution d'exploitation égale de cette forêt par les deux communautés prise par le chef de secteur de Bomboma. Ils estiment que la grande partie leur revient en vertu de l'occupation du terrain par leurs ancêtres. En cette période de défrichement des champs, les paysans de deux communautés se sont affrontés dans la forêt à l'arme blanche.

Ebola : 27 nouveaux confirmés à Beni et en Ituri. Au Nord-Kivu, dix cas ont été signalés dans la zone de santé de Katwa, cinq à Mabalako, deux à Beni, deux à Musienene, un à Mutwanga et un à Butembo. Six autres cas sont signalés dans la zone de santé de Mandima en Ituri. Le ministère de la Santé rapporte également 26 nouveaux décès de cas confirmés de la maladie à virus Ebola : quinze décès communautaires au Nord-Kivu et en Ituri ainsi que onze autres dans les centres de traitement Ebola de Mandima, de Katwa et de Butembo.

Crispin Mbindule : « Nous attendons que le Premier ministre vienne de l'Est » de la RDC. « Il nous faut un nouveau Premier ministre capable de mettre fin à l'insécurité dans l'est du pays et de fédérer les forces tant de l'est que de l'ouest du pays », a déclaré mardi 30 avril à la presse Crispin Mbindule, député nationale de l'Union pour la nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe. Selon lui, le futur chef du gouvernement devra être un originaire de l'est de la RDC. Pour lui, qu'il soit du FCC ou du CACH, le prochain chef du gouvernement devra être de l'est pour des raisons d'équilibre géostratégique.

RDC : 20% des survivants d'Ebola développent des problèmes oculaires. Le ministère de la Santé rapporte que les recherches effectuées au cours de ces dernières années sur les personnes ayant survécu à cette épidémie ont révélé que près de 20 % des survivants développaient des problèmes oculaires, dont une inflammation des yeux pouvant mener à la perte totale de la vue. Ainsi, dans le cadre du programme national de suivi des survivants d'Ebola, le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont installé une clinique ophtalmologique dans les villes de Beni et Butembo au Nord Kivu. Elle est chargée de vérifier la santé oculaire des survivants et leur fournir des soins spécialisés. Les deux partenaires dans ce projet sont deux universités américaines, précise la même source, à savoir : l'Université Emory et l'Université de Caroline du Nord.

